

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ À

L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN LOISIR, CULTURE ET TOURISME

PAR

MARYSE BÉGIN

PROCESSUS D'ÉVALUATION SOMMATIVE D'UN SERVICE DE LOISIRS
DESSERVANT UNE CLIENTÈLE ÂGÉE EN PERTE D'AUTONOMIE PROGRESSIVE

JUILLET 1999

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

Note de l'auteure

Dans le but d'assurer l'anonymat et la confidentialité au sujet à l'étude, le contenu de ce document final, présenté ici, a fait l'objet d'importantes modifications de nature tant quantitative que qualitative. Un ensemble d'informations a été altéré ou soustrait de la publication finale et ce, dans l'ultime but de protéger les droits et libertés des personnes visées. Ce noyau d'informations, modifiées ou retranchées du texte, a trait aux sujets et à la région à l'étude, à la structure administrative et au personnel de l'établissement, au code d'éthique en vigueur et à l'ensemble des résultats obtenus de la collecte de données faisant l'objet du chapitre 5 du document officiel.

Un document officiel, dans sa forme intégrale, a fait l'objet du dépôt final acheminé au directeur de recherche. Ce document exhaustif répondait à l'ensemble des exigences du programme de maîtrise. Seul ce présent texte a fait l'objet de modifications afin d'assurer une diffusion partielle des informations obtenues à l'origine.

Consciente du manque de cohérence possible qui résulte de cette démarche de banalisation, l'auteure souhaite que la lecture de ce texte n'en soit pas affectée de façon majeure.

Sommaire

Cette étude empirique et descriptive témoigne d'un vécu organisationnel touchant le loisir auprès de personnes âgées. Elle apparaît typique de la situation vécue au sein de bon nombre d'établissements d'hébergement pour personnes âgées, caractérisée par la mésadaptation parfois subtile, parfois criante des compétences des services et du personnel qui autrefois habitués à une clientèle autonome, vibrante de santé font face à une situation d'alourdissement graduelle des clientèles. Une introduction au contexte organisationnel du loisir auprès de personnes âgées permettra d'aborder la démarche sous l'angle de l'environnement producteur du produit. La documentation sur les prémisses et les mécanismes menant à la prestation d'activités de ce service de loisirs apparaît nécessaire à une compréhension des facteurs menant à la consommation d'activités sous diverses formes. S'il est largement reconnu que le loisir pour personnes âgées en perte d'autonomie au Québec constitue le parent pauvre de l'intervention adaptée, cette étude empirique, spécifique à un groupe de cinquante résidents du troisième et du quatrième âge, composant avec une perte d'autonomie légère ou sévère, de nature physique et/ou cognitive, constitue une amorce fort significative à la restructuration du service de loisirs de l'établissement. Ce dernier, producteur d'un ensemble d'activités, connaît actuellement un taux de participation de 28 % de la population potentielle. Considérant que l'hypothèse de départ tendait à questionner une certaine inadéquation entre les services offerts et les besoins de la clientèle en matière de loisirs, les résultats qui suivent abondent dans ce sens.

Table des matières

Liste des tableaux	v
Remerciements	vii
Considérations éthiques	viii
Objectifs de la recherche	x
Introduction	1
Chapitre 1 : Problème à l'étude.....	4
1.1 Problème à l'étude	5
1.2 Justification et pertinence de l'étude	13
1.3 Hypothèse de travail	14
Chapitre 2 : État des connaissances	15
2.1 Une première grande dimension : l'environnement et ses composantes	16
2.1.1 Le phénomène de vieillissement de la population	17
2.1.2 Historique des soins familiaux et institutionnels ; tendances et constats	19
2.1.3 L'environnement, objet de changement.....	22
2.1.4 Et le loisir... ..	25
2.1.5 ... auprès des personnes âgées.....	26
2.1.6 ... en milieu institutionnel.....	29
2.2 Une seconde grande dimension : le phénomène d'évaluation de programmes	34
2.2.1 L'évaluation, ses composantes, son processus général	34
2.2.2 L'évaluation spécifique au contexte de loisir	37
Chapitre 3 : Cadre théorique retenu	40

Chapitre 4 : Stratégie de recherche favorisée	48
4.1 Stratégie favorisée.....	49
4.2 Opérationnalisation de la recherche	50
4.2.1 Population portée à l'étude.....	50
4.2.2 Méthodes de collecte de données.....	51
4.2.3 Processus d'analyse favorisé.....	54
Chapitre 5 : Résultats	56
Chapitre 6 : Analyse des résultats	57
6.1 À l'égard de la structure du système de loisir de l'établissement	59
6.2 À l'égard de la stratégie d'intervention	64
Chapitre 7 : Interprétation des résultats	73
7.1 Vers une structure de système redéfinie.....	75
7.2 Vers une stratégie d'intervention adaptée	78
Conclusion	82
Notes de références	86
Références	89
Appendices	99
Appendice 1 : Grille d'analyse	100

Liste des tableaux

Tableau

1	Caractéristiques des résidants – 1998.....	10
2	Nombre de résidants par cohortes d'âge – 1998	51

Remerciements

Ces remerciements s'adressent à un ensemble d'acteurs sans qui cette étude n'aurait pas connu un tel dénouement.

À Monsieur Michel de la Durantaye, directeur de recherche, nous exprimons notre vive reconnaissance pour le soutien continu, les commentaires éclairés nous ayant permis de poursuivre cette démarche avec détermination ;

Aux intervenants du milieu, résidants-répondants, animateur, bénévoles, responsables, tous très disponibles de temps et d'efforts à fournir tout renseignement significatif ;

À la collaboration de Madame Suzanne Hamel qui a assuré la forme finale du document ;

Enfin au soutien inestimable des êtres chers à qui j'exprime toute ma gratitude.

Considérations éthiques

Ce présent document constitue un dossier interne de travail. Il reprend un ensemble d'aspects médicaux, techniques, humains, financiers inhérents à la population et à l'administration de l'établissement. Dans cette perspective, il demeure donc fondamental de prendre toute disposition afin de respecter l'anonymat de l'établissement, des résidents et employés à l'étude. L'anonymat sera donc attribué à l'ensemble des outils de collecte de données. Car la référence à un cas particulier, permet de façon systématique de relever la situation sociale, financière, et médicale du résident.

En vertu de l'article 19 de la *Loi sur les Services de santé et les Services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives*, on considère que :

Le dossier d'un usager est confidentiel et nul ne peut y avoir accès, si ce n'est avec l'autorisation de l'usager ou de la personne pouvant donner une autorisation en son nom, sur l'ordre d'un tribunal ou d'un coroner dans l'exercice de ses fonctions ou dans le cas où la présente loi prévoit que la communication de renseignements contenus dans le dossier peut être requise d'un établissement.

Toutefois, un professionnel peut prendre connaissance d'un tel dossier à des fins d'étude, d'enseignement ou de recherche, avec l'autorisation du directeur des services professionnels ou, à défaut d'un tel directeur, avec l'autorisation du directeur général, accordé conformément aux critères établis à l'article 125 de la loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels¹.

Le respect de l'anonymat a été assuré à l'ensemble des répondants et expliqué préalablement à l'administration du questionnaire. Cette étape fondamentale faisait l'objet du préambule de la page frontispice du questionnaire administré à tous.

Toute information filtrant éventuellement de cette recherche pourrait porter atteinte aux droits et libertés des sujets ayant contribué à cette présente recherche.

De même, la perspective administrative, importante dans ce contexte, implique un devoir de réserve professionnelle, tant au niveau des budgets accordés, qu'aux politiques administrées dans ce milieu précis. La publication de quelque information reliée aux mécanismes de gestion du centre, aux données financières et politiques de l'établissement pourrait influencer le contexte de très forte concurrence relié au réseau des établissements de même nature dans la région à l'étude.

Un principe fondamental d'éthique professionnelle et de déontologie sous-tend donc cette démarche et doit être respecté autant par le chercheur, les lecteurs et évaluateurs du travail que par les hautes instances en poste à l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Objectifs de la recherche

Cette recherche vise à identifier et décrire un ensemble de déterminants à la présentation d'activités de loisirs en établissement d'hébergement auprès de résidents autonomes, semi-autonomes ou en perte d'autonomie légère ou sévère. L'objectif général de cette recherche consiste donc à documenter le processus actuel par lequel un service de loisirs met en place une programmation d'activités pour un segment de population qui se caractérise par un âge médian de 80 ans, période de la vie qu'il est convenu d'appeler le quatrième âge ou le grand âge.

La démarche de recherche consiste à identifier les éléments structurels d'un service de loisirs à une étape « x » de vie et d'en définir les acteurs influents, leurs finalités, la logique qui sous-tend l'intervention-loisir actuelle dans ce cadre institutionnel. L'objectif étant de documenter les mécanismes d'organisation et d'adaptation d'une programmation selon l'évolution de la clientèle ; programmation maintenue depuis plus de cinq ans, auprès d'une clientèle âgée toujours changeante qui se caractérise par une perte d'autonomie notable à l'admission. Une autonomie qui était considérée normale pour les gestionnaires de la résidence, il y a cinq ans à peine.

L'objectif ultime vise donc à documenter *a priori* la structure générale de fonctionnement du service et sa portée, d'un point de vue administratif afin de permettre une évaluation globale du service de loisirs. La démarche descriptive permettra de cerner un ensemble d'éléments environnementaux qui tendent à influencer la situation. Ces derniers peuvent être observés tant dans les politiques et discours gouvernementaux que dans les

tendances du milieu, dans le contexte social actuel qui influe sur la situation des résidents, familles et proches et enfin, dans l'appareil administratif de l'établissement et la structure même de gestion du service de loisirs.

Introduction

Cette présente démarche scientifique expose l'état d'une situation organisationnelle d'un service de loisirs en résidence pour une clientèle du troisième et du quatrième âge. Ce milieu d'hébergement produit un ensemble d'activités de loisir auprès d'une clientèle aux prises avec un alourdissement notable de leur capacité physique et cognitive.

L'observation systématique d'un ensemble d'activités de loisir tend à démontrer un faible taux de participation des résidents aux activités qu'offre le service de loisirs de l'établissement. L'évaluateur questionne alors un ensemble de facteurs déterminants et de mécanismes de gestion sollicités dans la mise en place de la programmation de ce service de loisirs, appelé à s'adapter à une clientèle en perte d'autonomie progressive.

Le contexte environnemental actuel et la structure organisationnelle du service influencent l'adéquation de prestation d'activités de loisir. Aussi faut-il que l'organisme et les instances responsables de ce dossier soient conscients de l'enjeu qui les confronte et qu'ils agissent de concert. Le chapitre premier expose cette situation vécue par le milieu. Cette section relève un ensemble de facteurs environnementaux qui modèlent la situation et présente la structure organisationnelle qui soutient l'intervention de l'établissement en matière de loisirs.

Afin de documenter le propos, la revue de la littérature du deuxième chapitre introduit un ensemble de notions sur le phénomène du vieillissement et de ses conséquences sur le loisir et sur les théories d'évaluation de celui-ci.

Les composantes de la méthodologie ainsi que le support d'analyse de cette recherche font l'objet d'une présentation successive aux chapitres trois et quatre. Le volume d'informations, recueillies aux fins de la présente démarche, provient de trois sources de nature quantitative et qualitative, obtenues tant de données primaires que secondaires.

Les chapitres cinq, six et sept exposent successivement les fruits de la recherche. Le chapitre cinq décrit de façon exhaustive les résultats premiers de l'étude. Une analyse des résultats, au chapitre six, présente de grandes tendances touchant les mécanismes et influences composant actuellement la démarche de gestion du service de loisirs. Enfin, le chapitre sept introduit une interprétation de certaines caractéristiques de la situation actuelle et expose certaines avenues potentielles qui se présentent aux administrateurs, pour réaliser une programmation spécialisée et adaptée au contexte actuel.

L'étude présente donc une évaluation sommative partielle du service de loisirs de l'établissement, document qui introduit les fondements à une intervention éventuellement adaptée.

Chapitre 1

Problème à l'étude

Problème à l'étude

Le phénomène de loisirs en établissement d'hébergement est marqué d'un ensemble de déterminants caractéristiques de la conjoncture actuelle de nature tant politique, démographique, sociale qu'économique.

À lui seul, le phénomène du vieillissement de la population au Québec constitue une réalité largement reconnue. De nombreuses études statistiques font état de ce constat démographique. Quelques données statistiques de 1996 démontrent en effet que 12,1 % de la population au Québec se composent de personnes de 65 ans et plus ; constituant une augmentation de 35,4 % par rapport à 1981². De cette cohorte, une proportion de 41 % se compose d'hommes et de 59 % de femmes³.

On estime que cette même cohorte atteindra 13 % en 2001, et 27 % en 2041 de la population totale du Québec. Des scénarios possibles obtenus de projections⁴ tendent à estimer que la population de personnes âgées de plus de 65 ans connaîtra un accroissement significatif au cours des prochaines décennies. Un examen plus approfondi tend à démontrer que la cohorte de 80 ans et plus pourrait atteindre 4,2 % en 2011 et 10 % en 2041⁵.

Au Québec, au cours des dernières années, le réseau des résidences de personnes retraitées suit cette croissance démographique. Une étude engagée par la Société

d'Habitation du Québec⁶ (SHQ) recense quelque 80 000 logements spécialisés pour personnes retraitées en résidences privées, allant des petites résidences pour huit à dix personnes aux grandes tours d'habitations spécialisées ayant une capacité d'hébergement de quatre à cinq cents résidants. Soumis à aucune législation gouvernementale, ces types de logement se livrent à une féroce compétition tant au niveau de la prestation de services que des tarifs de location.

L'ensemble des prestations de services d'hébergement s'adaptent en fonction de la population vieillissante appelée à être éventuellement hébergée dans ces milieux de vie substituts. Le phénomène du vieillissement, naturel ou prématuré, requiert effectivement une intervention adaptée en matière de services⁷. La réforme de la santé et des services sociaux qui a cours dans les années 1990 entraîne un ensemble de restructurations et de réorientations des services, compte tenu de compressions budgétaires importantes. Ce mouvement engendre graduellement des programmes de services à domiciles (SIMAD), des prestations de soins en établissement adaptés aux besoins des gens âgés⁸. Au cœur des résidences pour personnes âgées, la prestation de services doit aussi suivre le courant de réformes et de restructuration, afin de desservir une clientèle en perte d'autonomie accrue.

En région comme dans les grands centres, le phénomène s'accroît. Les intervenants directement ou indirectement rattachés au réseau de la santé, des services sociaux, communautaires et familiaux doivent repenser leur intervention.

La structure même des services en établissement d'hébergement se voit aussi questionnée. La clientèle de ces types de logement, marquée par une dégradation de plus en plus évidente de sa santé physique ou psychologique, requiert l'adaptation des services, autant au niveau du nombre d'heures-soins procurés que de la qualité des soins apportés par des équipes multidisciplinaires.

L'établissement d'hébergement à l'étude fournit actuellement un ensemble de services adaptés aux besoins de cinquante résidents (nombre modifié pour les besoins de la publication). Cette clientèle de gens autonomes et semi-autonomes dont l'âge moyen est de 80 ans, est constituée à 78 % de femmes et 22 % d'hommes.

Cet établissement connaît à son tour sa part de réformes, alors que 1997 et 1998 sont marquées par une procédure de réévaluation globale de l'appareil administratif. Entamer des mécanismes de réévaluation et subséquemment de restructuration de la structure organisationnelle, de la prestation de services, du budget d'exploitation devient à ce moment impératif. Cette démarche, dont l'ensemble des unités de service font l'objet en 1997 et 1998, complète un processus global de réévaluation de l'appareil administratif de l'établissement. Ces services font alors l'objet d'une restructuration intégrale des descriptions de tâches et conséquemment, des horaires de travail. Seul le service de loisirs tarde à compléter la démarche.

C'est donc ici que l'évaluateur questionne la structure de fonctionnement du service de loisirs, son intervention, ses mécanismes de gestion, sa programmation, ses effets. Il en expose ultérieurement les tendances et certaines pistes d'intervention, adaptées, fonction des tendances actuelles dans le domaine, des besoins et capacités des résidants et compte tenu des capacités et des limites structurelles et administratives du milieu.

De grands constats démographiques, sociaux et politiques entraînent le questionnement suivant pour un ensemble d'intervenants du milieu institutionnel. Comment s'intègre l'intervention d'un service de loisirs dans un contexte d'hébergement substitut, auprès d'un groupe de personnes âgées autonomes, semi-autonomes et en perte d'autonomie cognitive et physique? Plusieurs études considérées au chapitre suivant font état de cette situation.

Essentiellement composée de personnes retraitées, la clientèle de l'établissement à l'étude se définit sous deux pôles caractéristiques : d'une part, des gens autonomes arrivés à l'âge de la retraite, seuls, ressentant un début de vieillissement du corps causant de légers problèmes physiques ou cognitifs, et qui sont à la recherche d'une sécurité physique accrue tant personnelle que médicale, et, d'autre part, un groupe de gens dont la perte d'autonomie se veut une préoccupation grandissante ou évidente pour eux et leur famille, dont la situation nécessite une assistance en soins infirmiers et un « monitoring » quotidiens. Ce dernier segment de clientèle compose la plus forte proportion des résidants de l'établissement.

Au plan clinique, cette population se compose de 57 % de gens souffrant d'une forme de

déficience cognitive légère ou sévère ; et de 47 % souffrant d'une forme de déficience physique, restreignant la mobilité à un certain degré, et par le fait même, la participation active aux activités présentées par le service de loisirs.

Le lecteur notera que les caractéristiques cliniques faisant état de la déficience de l'individu proviennent des dossiers médicaux de chacun. Les caractéristiques sur l'autonomie (A., S.A. et P.A.) sont le résultat d'une évaluation bimensuelle effectuée par deux intervenants du milieu. Ces caractéristiques font état de la capacité de la personne à réagir lors de situations inhabituelles (D.C., D.P. et D.C.P.)

Tableau 1
Liste partielle des résidents
Caractéristiques démographiques et cliniques
au 1^{er} janvier 1999

Âge	Sexe	Autonomie	Déficiance
90	F	P.A.	D.C.
83	F	S.A.	D.P.
85	F	P.A.	D.C.P.
80	F	P.A.	D.C.
83	F	P.A.	D.P.
78	F	P.A.	D.C.P.
88	F	S.A.	D.P.
95	F	P.A.	D.C.P.
100	H	P.A.	D.P.
85	F	P.A.	D.P.
86	F	P.A.	D.P.
89	H	P.A.	D.C.P.
76	F	P.A.	D.C.P.
86	F	S.A.	D.C.
81	F	P.A.	D.P.
91	H	S.A.	D.P.
83	F	A.	D.P.
64	F	S.A.	D.C.
94	F	P.A.	D.P.
60	F	A.	D.C.
87	F	A.	D.P.
79	H	S.A.	D.C.
78	F	A.	D.C.
96	H	A.	D.P.
75	F	A.	D.C.P.
71	H	A.	D.P.
85	F	S.A.	D.C.P.
77	H	A.	D.C.
81	F	P.A.	D.C.P.
66	H	S.A.	D.C.P.
66	F	A.	D.C.
68	F	A.	D.C.
67	F	P.A.	D.C.
73	F	S.A.	D.C.
94	F	S.A.	D.P.
63	F	P.A.	D.P.
70	F	S.A.	D.C.
89	F	P.A.	D.C.
72	F	A.	D.C.

Tableau 1
Liste des résidents
Caractéristiques démographiques et cliniques
au 1^{er} janvier 1999
(suite)

Âge	Sexe	Autonomie	Déficiência
67	H	A.	D.C.
67	H	A.	D.C.
82	F	S.A.	D.P.
91	F	P.A.	D.C.P.
90	F	A.	D.P.
70	H	S.A.	D.P.
88	F	S.A.	D.P.
95	F	A.	D.P.
66	F	S.A.	D.C.P.
63	F	A.	D.C.
79	H	S.A.	D.P.
80 ans	38 F	16 A.	18 D.C.
	12 H	16 S.A.	21 D.P.
		18 P.A.	11 D.C.P.

Légende

F	Femme	H	Homme
A	Autonome	D.C.	Déficiência cognitive
S.A.	Semi-autonome	D.P.	Déficiência physique
P.A.	Perte d'autonomie	D.C.P.	Déficiência cognitive et physique

C'est à une entreprise privée qu'incombe la gestion des opérations. Au sens de la loi, l'établissement se définit comme « privé », soit « non constitué en personne morale »⁹. L'administration de l'établissement gère un permis d'exploitation à titre de « ressource intermédiaire », référant à « toute ressource rattachée à un établissement public qui, aux fins de maintenir ou d'intégrer un usager à la communauté, lui dispense par l'entremise de cette ressource des services d'hébergement et de soutien ou d'assistance en fonction de ses besoins »¹⁰. Par le biais de ce permis d'exploitation du réseau public, dispensé par le CHSLD de la région, la résidence héberge vingt résidents dans un secteur adapté de

l'établissement. Un second groupe composé de trente personnes complète la population de l'établissement.

En regard de l'exploitation du permis du CHSLD, l'établissement assure des services de santé, tenant compte des besoins des usagers, en fonction d'un plan d'intervention adapté, identifiant les besoins, les objectifs que l'établissement poursuit, les moyens que le service de soins utilise et la durée prévisible de l'intervention¹¹.

L'exploitation d'un tel permis implique l'offre de services conformes à une réglementation gouvernementale, aux politiques, et aux procédures spécifiques prescrites par le gouvernement, comprenant un service alimentaire, un service de soins infirmiers, un service de préposés aux bénéficiaires, un service de loisirs, comparable à une institution de santé du réseau de la santé au Québec.

Cette étude constitue donc un processus de documentation d'une situation en vue de faire des choix, tant aux niveaux de la structure, de l'administration, du fonctionnement de la programmation qu'au niveau des mécanismes d'évaluation.

Dans ce contexte, documenter une première démarche d'évaluation en matière de loisirs devient pertinent afin de dégager subséquemment certaines perspectives spécifiques et avenues potentielles pour le service de loisirs. Cette démarche pourra permettre de

maximiser l'intervention et ultimement, d'envisager la pertinence de mettre sur pied un plan d'intervention adapté à chaque résident¹².

Question de recherche. Considérant le contexte actuel tant démographique, économique, institutionnel avec lesquels composent les administrateurs de la résidence, quels sont les composantes et déterminants internes et externes façonnant l'intervention du service de loisirs? Dans quelle mesure ces composantes répondent-elles aux exigences du contexte?

Justification et pertinence de l'étude

La démarche actuelle vise une connaissance accrue de la structure du service, de sa cohérence, compte tenu du phénomène de perte d'autonomie de la clientèle touchée et de la portée de sa programmation. Cette démarche fait suite à la réévaluation et à la restructuration de certains autres services de l'établissement qui permettaient de les rendre efficaces et efficaces.

Hypothèse de travail

Dans le cadre de cette recherche, l'objectif ultime consiste à identifier un ensemble de composantes, éléments internes et externes qui composent actuellement l'intervention du service de loisirs et son processus de mise en place d'une programmation dite « adaptée ».

À la suite d'observations systématiques, il semble se glisser un écart prononcé entre les objectifs d'intervention du service et les résultats de participation obtenus. Cet écart amène à formuler une hypothèse de travail suggérant que l'atteinte de l'objectif propre au service tend à être modifié lourdement par l'absence fondamentale d'une intervention adéquate, un manque de connaissances de la clientèle et de ses capacités physiques et cognitives, un manque de planification d'une intervention individuelle adaptée et enfin, d'un maintien, mal à propos, au cours des ans, d'une programmation répétée de façon continue ; programmation qui autrefois s'adressait à une clientèle autonome.

Chapitre 2

État des connaissances

Dans le cadre de cette section, deux grandes dimensions conduisent le propos, soit l'environnement et ses composantes internes et externes façonnant la situation à l'étude, de même que le phénomène d'évaluation et ses mécanismes.

Le but ici n'est pas de tendre vers une étude gérontologique exhaustive ni de discourir sur le phénomène du loisir thérapeutique, ce serait alors de considérer des sphères trop spécialisées. Un rappel des objectifs de l'étude tend plutôt à orienter le propos vers deux grandes dimensions et de définir un ensemble de déterminants permettant une connaissance justifiée et adéquate du phénomène à l'étude. La démarche scientifique conduit ultimement à répondre à l'objectif initial de la recherche, soit une démarche de documentation de la structure générale de fonctionnement du service de loisirs d'un établissement d'hébergement en vue d'une évaluation sommative du service.

Une première grande dimension : l'environnement et ses composantes

Effectuer un retour sur certaines composantes environnementales internes et externes à l'établissement semble impératif à la compréhension du propos.

Première dimension, dont certains éléments marquaient le propos au chapitre de la problématique, le phénomène du vieillissement de la population tendra à influencer l'action

du milieu au cours des prochains décennies. Quelques éléments statistiques complémentaires ajoutent à la connaissance de la population à l'étude et permettent d'obtenir une perspective globale du phénomène, pour éventuellement envisager une intervention adéquate à court et long terme du service de loisirs de l'établissement.

Le phénomène de vieillissement de la population

Comme on l'a déjà souligné, au Québec, le segment de population de 65 ans et plus constitue un groupe hétérogène, tant par son vécu, ses besoins, sa situation actuelle et potentielle, ses goûts et intérêts. La situation économique de cette cohorte semble s'améliorer au cours des décennies. On constate qu'une proportion de 18 % de la population âgée de plus de 65 ans se retrouve en état de pauvreté à la période de passage de la vie active à la retraite, contrairement à une proportion de 38 % en 1981¹³.

La situation sociale, pour sa part, se caractérise par un accroissement de la vie en solitaire, phénomène choisi ou obligé. En effet, pour ce segment de population de 65 ans et plus, de récentes statistiques démontrent une proportion de 10 % de célibataires, de 53 % d'individus mariés, de 34 % de veufs et enfin de 4 % de divorcés¹⁴. Cette même source statistique¹⁵ spécifie que le groupe de gens vivant seuls, célibataires, divorcés ou veufs représentent la plus forte proportion de gens qui vit en établissement public ou privé. De plus, phénomène croissant de maintien à domicile, 61 % de gens âgés de 65 ans et plus vivent seuls¹⁶.

Une caractéristique démographique particulière nous amène à constater qu'à partir de l'âge de 80 ans, 24,2 % de la population vit en ménage collectif. À l'âge de 90 ans, cette même proportion tend à augmenter à 49,6 % de la population dont 54 % se compose de femmes et à 37 % d'hommes¹⁷. Ce segment spécifique de la population tendra à augmenter au cours des prochaines décennies.

Autre caractéristique intéressante, Statistique Canada¹⁸ constate que l'on se retire de plus en plus jeune de la vie active, phénomène soulevé par Pronovost (1993). De plus, il appert que les générations ont davantage d'instruction, phénomène qui tend à démontrer que plus les gens sont instruits, plus ils constituent une proportion d'une clientèle qui tend à demeurer active. Ce groupe pratique des activités adaptées à leurs possibilités, soit par le biais du bénévolat, soit par une activité professionnelle adaptée et rémunérée¹⁹.

Un constat régional. Dans la région à l'étude, le mouvement de vieillissement de la population touche le milieu. De fait, des chiffres révélateurs permettent d'anticiper une croissance de près de 20 % de ce segment spécifique de population dans la région au cours des dix prochaines années. On constate effectivement qu'une croissance de plus de 10 % en 2001 et de plus de 10 % en 2006. Ce groupe constitue une cohorte de plus de 2000 personnes supplémentaires en 10 ans qui bénéficieraient de services de santé et d'hébergement spécifiques à leur condition de santé²⁰.

Au Québec, de récentes statistiques font état de 50 000 à 75 000 personnes qui vivent en ménage collectif de type institution. Les personnes de 75 ans et plus, présentant un problème de mobilité, constituent quelque 80 % de cette cohorte de la population²¹.

Bien que l'on considère que la composante démographique modulera fortement la prestation de services auprès de la clientèle de la résidence à l'étude, certains autres constats tant sociaux que politiques influencent les décisions administratives et structurelles de l'établissement.

Historique des soins familiaux et institutionnels ; tendances et constats

Au phénomène de vieillissement de la population, largement constaté par plusieurs instances, résultent certains grands courants de l'intervention tant gouvernementale, communautaire que familiale au cours des dernières années.

Saillant (1998) dans un exposé, fait état de certaines tendances historiques. Elle constate d'abord que les services de santé se « professionnalisent » ; que la famille se retire de l'intervention de soins auprès de l'aidé au profit de structures mises en place par l'État.

Des années 1965 à 1985. Au cours de la période 1965-1985, certaines tendances notables se définissent graduellement ; une consolidation du réseau des services hospitaliers ; le réseau des CLSC qui se structure et prend de l'importance. S'engage un

processus de « spécialisation, professionnalisation, médicalisation, technicisation »²² du milieu. Les soins familiaux s'effacent du paysage quotidien. On dépend davantage du marché, entre autres de celui des médicaments. On dépend davantage des institutions de santé et moins des soins à domicile. La famille se désengage graduellement ; on favorise le placement du proche parent. L'intervention des soins de santé, familiale ou institutionnelle se féminise

Des années 1985 à 1995. Au cours de la période de 1985 à 1995, s'engagent les phénomènes de désinstitutionnalisation et de retour au maintien à domicile. En parallèle à ce mouvement d'intégration de personnes psychiatisées dans la communauté, on fait appel à un réseau communautaire grandissant, plus fort. On constate chez la cohorte de personnes âgées une explosion démographique et enfin, une réduction de l'hospitalisation de malades, un désengagement financier de l'État.

Aux travaux de la Commission Rochon, publiés en 1985, suit la Réforme du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) en 1992, appelant à la réduction des effectifs humains et financiers. Un mouvement de maintien à domicile s'amplifie conduit par les CLSC. Par le fait même, un mouvement d'aidants naturels participe aux soins dans la famille et dans la communauté. Pour prendre soin de façon adéquate du proche, certaines familles s'endettent, s'essoufflent.

À cet effet, un programme d'évaluation de l'intervention gouvernementale de 1995 met en relief un problème identifié dans les études. « L'aide par les proches est un déterminant majeur du soutien à domicile. 70 à 80 % des soins et des services personnels donnés aux aînés sont assurés par les familles. Même si la fonction d'aidant est source de gratification, elle peut représenter pour plusieurs une source de stress, de tension émotionnelle avec des répercussions sur la santé des aidants, leur vie sociale et leur vie au travail.»²³

De 1996 à nos jours. Saillant décrit le mouvement de cette dernière période en ces termes significatifs « contexte de restructuration budgétaire ». On valorise maintenant l'expertise médicale ; on « spécialise » les soins en milieu hospitalier. La famille reprend un rôle important mais davantage obligé que souhaité. Les tâches de la famille et des femmes se transforment et s'accroissent. Le public tend à se questionner sur la nature de telles interventions et leur bien-fondé (débat sur l'économie sociale, les services privés, le rôle des services publics).

Conformément à la tendance provinciale, on constate, dans le milieu à l'étude certains phénomènes marquants : l'admission de personnes âgées considérées en plus grande perte d'autonomie, un effet de désorientation chez plusieurs dû à l'intégration dans un milieu mi-hospitalier, mi-familial. On constate, à cette période, un alourdissement des clientèles dans les institutions de santé²⁴.

Face à ce précédent historique et dans le but ultime de réduire le mythe entourant le phénomène de vieillissement, l'Organisation des Nations Unies décrète 1999 *Année internationale des personnes âgées*. Ce faisant, l'organisme invite les États membres à jeter un regard nouveau sur le phénomène du vieillissement, à favoriser une meilleure compréhension du rôle des aînés dans la société, à reconnaître leur apport significatif et grandissant.

L'environnement, objet de changement

Devant certains constats de perte d'autonomie, l'environnement de l'individu tend à se transformer de façon graduelle ou parfois abrupte. Dans une étude sur le passage de la vie active à la retraite, sous la direction de Paul Paillat (1989), on remarque de grandes tendances dans la vie des personnes vivant cette étape de retraite. Selon Paillat *et al.*, le quotidien tend à se modifier, l'environnement humain se rétrécit ; les enfants quittent le foyer. L'activité dans le monde du travail prend fin. Le conjoint cesse à son tour de travailler. Ce dernier vit un certain isolement.

À leur tour et souvent les conditions de logement se transforment ; on choisit le déménagement pour un lieu physique plus spacieux ou plus exiguë selon la santé. Les ressources financières connaissent une baisse. Chez certains, l'état de santé fait l'objet d'une détérioration. Pour plusieurs, la stabilité émotionnelle ou l'efficacité intellectuelle diminue de façon graduelle.

Paillat *et al.* examinent le vécu de cette période de transition de vie active vers la retraite sous certains angles qu'ils définissent d'abord comme des passages successifs. Le « passage-effondrement » est marqué par une diminution des activités de temps libre tant au niveau de la pratique des loisirs que la fréquence de visite de la famille et amis. Le « passage-repliement » se définit par une participation réduite aux activités sportives, manuelles, culturelles, une dégradation de l'état de santé, un déclin sensible de la vie sociale. Le « passage-réanimation » est signe d'une augmentation des activités de loisir et une augmentation des activités sociales et familiales. Enfin le « passage-épanouissement » constitue un moment où l'on adopte de nombreuses activités tant au niveau social, qu'au niveau des loisirs.

Paillat *et al.* notent qu'une fois le passage à la retraite faisant partie du quotidien, l'individu utilise ce temps de la façon la plus active à la plus passive. Ils classifient cette pratique à partir de trois dimensions : activité, sociabilité, jugement porté. Les auteurs y définissent cinq pratiques distinctes :

- la « retraite-abandon » ; peu de pratique de loisirs et peu de rencontre sociale ;
- la « retraite retranchée » ; les activités non manuelles diminuent, le tissu social se restreint à la famille ;
- la « retraite intimiste » ; une retraite active, on se limite à chez-soi ;
- la « retraite conviviale » ; on développe le loisir et les relations sociales, on s'intéresse aux journaux et à la télévision ;

- la « retraite-loisir » ; on investit dans les activités de loisir et la collectivité.

Pour sa part, Lalive D'Épinay (1991) constate qu'avec le vieillissement progressif de l'individu, ce dernier tendra à vivre davantage de deuils de proches parents et amis, de perte graduelle de la santé ; bref « plus de pertes que de gains »²⁵. Il considère que la période de retraite sera soulignée d'une qualité de vie si l'individu fait preuve de facilité d'adaptation, d'invention, d'imagination et de créativité. La souplesse peut constituer, pour l'être humain qui avance en âge, un élément qui lui permette de tisser des liens sociaux significatifs soit au plan de l'amitié ou du simple compagnonnage. Pour lui, le fait que l'individu accepte les transformations vécues au cours des ans lui permet de demeurer maître de ce qu'il considère un projet de vie.

Chez l'individu en perte graduelle d'autonomie, une situation d'insuffisance physique et/ou cognitive progressive tend souvent à conduire ce dernier vers un milieu d'hébergement substitut, qui palliera aux ressources familiales souvent devenues inadéquates. Déraciné d'un milieu connu et reconnu comme familial, l'individu tend à percevoir cette absence comme une perte graduelle et définitive de son rôle autrefois reconnu. Et comme le constatent Gagnon et Pageau, c'est partiellement de l'absence d'un rôle reconnu au sein de la société, qui se définit par une absence de participation significative, que découle ce sentiment de solitude et d'inutilité chez certains aînés.

Pour les individus du troisième âge, plus particulièrement du quatrième âge qui nécessitent une attention médicale particulière, Marie-Marthe Brault²⁶ constate que « la vie en institution ajoute à l'isolement, la négation de leur individualité, même lorsqu'on leur donne les meilleurs soins et qu'on leur témoigne de la compassion et du respect. » Pour elle, l'intervention offerte en institution tend à minimiser l'histoire personnelle et les traits particuliers de la personnalité de chacun au profit d'une perception aseptisée, de dépendance et d'inutilité du résidant maintenant considéré comme « vieillard ».

Et le loisir...

Le passage distinct de la vie active à la retraite, de la vie marquée d'une grande autonomie à la dépendance progressive constitue une période déterminante pour l'individu.

C'est à ce passage que le loisir peut prendre un sens nouveau, parfois révélateur et stimulateur. Dumazedier²⁷ remarque que pour cette cohorte de retraités, « (...) c'est le loisir qui constitue l'ensemble des activités le plus étendu et le plus significatif de cet âge (...) c'est à travers la pratique de ces activités, à travers les valeurs correspondantes que les chances de réalisation personnelle du troisième âge sont les plus fortes. » Le loisir peut alors constituer une amorce vers une perspective nouvelle de vie, comme l'entend De Ravinel (1994).

Pour sa part, Tremblay (1991) définit le loisir comme une activité à son origine, pratiquée dans un contexte de liberté, une fois les obligations sociales exécutées.

Qui plus est, le Livre blanc sur le loisir de 1979, en reconnaissant à tous le droit au loisir, y voit une possibilité d'améliorer la qualité de la vie et un « point privilégié de jaillissement ».

Pour poursuivre dans cette perspective, le ministère des Affaires municipales²⁸ estime qu'une pratique régulière d'une activité de loisir permet de prévenir et de traiter des problèmes de santé et d'améliorer l'image de soi, de lutter contre le stress ; que le loisir communautaire permet une réduction du phénomène de solitude. En ce sens, la pratique de loisir engendre des retombées sociales, économiques et de santé importantes.

... auprès de personnes âgées

Le phénomène de vieillissement, normal ou prématuré provoque chez l'individu certains effets notables sur le quotidien. Plusieurs auteurs notent que la pratique de loisirs se veut conséquente de certains phénomènes largement étudiés dans le milieu. Pronovost (1993) constate que le vieillissement chez l'individu entraîne un retrait graduel de la participation culturelle, socio-éducative et sportive ; « comme si, en vieillissant, la densité du temps s'affaiblissait, la diversité culturelle devait se restreindre²⁹. »

Pour sa part, Taeff (1985) note que la pratique de loisirs est affectée par des facteurs tels que l'âge, le sexe, le statut socio-économique, la mobilité et diffère donc selon le cas. Ces

différents facteurs entraîneraient certains comportements de déclin à la participation, de pratique individualisée croissante chez la femme, de déclin d'implication communautaire chez un usager limité physiquement. Car selon lui, moins la personne âgée se sent compétente en forme physique et cognitive et dans son rôle social, plus elle sera affectée par sa participation à son environnement. Pour l'auteur, un service de loisirs devrait permettre à l'individu de s'exercer à des mécanismes d'adaptation au nouvel environnement, afin d'apprécier de nouvelles habiletés tant physiques que sociales.

Dans la pratique, Dufault et Raymond (1992) notent que suite à un projet à la Résidence Berthiaume - Du Tremblay, l'absence de plusieurs usagers aux activités de loisir sont souvent reliées à la perception de leur état et conséquemment, à intervenir en groupes. Cette perception serait fonction de problèmes de nature physique (mobilité, audition ou vision réduites), ou psychosociale (difficulté à s'adapter, perte d'estime de soi, solitude, isolement).

De plus, deux auteurs, Langer et Rodin (1976, 1977) démontraient que les résidants de centres d'hébergements à qui on procurait l'occasion de choisir et de pratiquer une certaine responsabilisation faisaient preuve d'une activité physique ou intellectuelle accrue, d'une plus grande sociabilité.

Le milieu du loisir se retrouve donc face à une problématique spécifique d'adaptation. De fait, à titre de conséquence de ce phénomène, Lamarre et Morier considèrent que le milieu et particulièrement en institution doit « rendre disponible à l'ensemble de la clientèle,

à la fois, une gamme d'activités de loisirs qui corresponde aux valeurs de créativité, de détente et d'épanouissement personnel et également, comme il est maintenant reconnu dans le milieu, agir comme support dans le processus de réadaptation de chacun des individus. »³⁰. Car selon eux, le simple phénomène d'institutionnalisation se greffe à une absence graduelle de stimulation physique ou intellectuelle, un rétrécissement ou une perte du réseau social³¹.

Hubert de Ravinel (1994) perçoit ce phénomène comme celui d'une société qui intègre les personnes âgées que si elles sont autonomes, en santé, ne préparant pas ces dernières à l'éventualité d'une perte d'autonomie, considérée comme « trop menaçante ». Selon cet auteur, la vie à la retraite semble perçue comme une période de « laisser vivre, de laisser passer »³². On ne perçoit alors pas le loisir comme potentiel à la découverte, à la création. La perception de cette phase de vie semble alors correspondre à une période destinée au repos. Selon ce dernier, le loisir devrait plutôt être d'une « importance extrême », car il devient le seul moment non routinier et en regard de soins d'hygiène souvent prodigués par un service adapté en milieu institutionnel.

Pour ajouter aux propos, Claudine Attias-Donfut *et al.* considèrent que les activités de loisirs tiennent une nouvelle place chez l'individu qui quitte la vie active professionnelle. Cette expérience sera alors vécue par celui qui compose avec cette nouvelle étape de vie selon « le poids des habitudes passées, des ressources accumulées, des possibilités du présent. »³³ La situation professionnelle constituait autrefois une structure sécurisante pour

l'individu qui doit maintenant se donner de nouveaux repères pour redéfinir son identité, soit par ses habitudes du passé, soit par les moyens qu'il retrouve au présent.

... en milieu institutionnel

Ce loisir en institution, selon Hubert de Ravinel³⁴ n'est pas étranger à ce que ce dernier considère « relié au sens profond de l'existence de la personne dès lors qu'elle s'abandonne dans son pensionnat aux soigneurs, aux « sécuriseurs », aux planificateurs d'horaire de vie ». Pour de Ravinel, ce type d'hébergement signifie pour l'individu une vie « anonyme » où il consent à une « existence sans relief » pour accéder à un milieu représentant la sécurité ; ce que Lamarre et Morier (1989) considèrent comme un milieu de vie « ultra-organisé ». Il importe dès lors d'intervenir pour que les individus considèrent avoir d'autres raisons de vivre « que de se faire soigner, changer et déplacer ». Ils doivent y redécouvrir leur capacité à définir de nouveaux défis, de nouveaux projets pour que cette période de leur vie soit remplie de sens, d'intérêts.

Le ministère des Affaires municipales, responsable du Loisir, du Sport et du Plein air³⁵ considère que pour éviter une situation dramatique des personnes vivant en institution, on doit consentir à des efforts additionnels afin que ces individus soient en mesure de profiter d'activités de loisir adaptées à leur situation.

Pour Côté et LaPan³⁶, l'intervenant doit faire plus qu'adapter ses activités aux clientèles, il doit repenser son approche à la base s'il veut obtenir une participation active. D'autre part, pour les deux auteurs, l'intervenant peut combler les besoins des personnes particulièrement atteintes de déficits cognitifs dans la mesure où le personnel prend charge l'ensemble des besoins. L'étude précise que des besoins de base comblés tendent à éviter un déséquilibre chez cette clientèle.

En ce sens, et selon les résultats d'une enquête menée par la Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux³⁷, les intervenants tendent à accorder à la santé physique une importance excessive, plutôt qu'à ses composantes affectives, émotionnelles et intellectuelles. Les auteurs considèrent que l'intervenant semble centrer davantage l'intervention sur la survie des résidents plutôt que sur une qualité de vie et l'expression des émotions. Selon eux, les personnes âgées réclament des thérapeutes la disponibilité et le temps d'écoute pour l'expression de leurs besoins.

Plus spécifiquement, dans une démarche de conception de programmes récréatifs en établissement de santé, Lamarre et Morier³⁸ émettent une hypothèse selon laquelle le loisir en institution diffère du loisir municipal et communautaire en fonction de trois éléments, selon lesquels le bénéficiaire se retrouve en situation de dépendance face à son milieu d'hébergement, la situation fréquente d'inaccessibilité tant sur le plan physique que social, un concept de droit au loisir pour les personnes handicapées qui reste encore à être intégré pour le professionnel en loisir, les bénévoles, parents et le résident lui-même.

Pour sa part, Peterson³⁹ considère que la mission précise d'un service de loisirs en institution et particulièrement en milieu thérapeutique se veut de fournir aux individus l'occasion de gagner en attitudes et en aptitudes de loisir et d'exercer des habiletés récréatives dans le cadre d'activités permettant la prévention, le maintien ou la récupération de l'autonomie et ce, afin d'encourager l'expérience même du loisir.

On parle alors de « milieu de vie », ce nouveau vocable employé depuis les dernières années, qui oriente l'intervention tant dans sa nature que dans sa portée. Afin de pourvoir à la situation précédemment exposée et pour faire suite à la réforme de la loi sur la Santé et les Services sociaux, un nouveau concept semble faire surface, soit celui du « milieu de vie » qu'Hélène Poirier⁴⁰ résume comme « Concevoir et organiser le plus possible l'ensemble des activités quotidiennes des résidants, leur environnement physique et tous les services qui leur sont offerts en fonction de leurs goûts, de leurs choix et de leurs habitudes de vie ». Souvent repris à titre d'objectif d'intervention, ce vocable tend à être adopté par le milieu institutionnel au cours des dernières années.

Certaines études reconnues sur l'intervention de loisir en institution au Québec. Au Québec spécifiquement, certaines études ont soulevé les particularités vécues tant au plan social, démographique que politique, afin d'en retirer des résultats adaptés. C'est à certains auteurs reconnus dans le domaine que l'on se réfère pour leur apport à une population aux besoins et capacités spécifiques.

La Méthode Impact. Tremblay⁴¹ dans le cadre de la « Méthode Impact » s'adresse au domaine du loisir clinique. Il réfère au loisir à titre de moyen de rejoindre certains objectifs qu'un intervenant fixe. Il est reconnu sous le vocable familier de « loisir moyen », contrairement au « loisir but » qui a pour finalité le plaisir même, la liberté de choix de l'utilisateur. Cette méthode permet d'orienter une programmation de loisirs en fonction des résultats à atteindre, et une évaluation globale en fonction de l'atteinte des objectifs définis à la base. Cette démarche respecte un « processus dynamique » à travers lequel l'utilisateur chemine⁴². Ce faisant, l'intervenant en loisirs élabore un dossier de l'utilisateur, suite à certaines observations des caractéristiques, comportements, habitudes, permettant une intervention efficace.

La méthode définit de grandes caractéristiques qui conduisent l'intervention. Ces dernières ont trait à la sécurisation de l'utilisateur, l'adaptation du rythme de fonctionnement, la valorisation et l'intégration sociale. L'intervention s'adresse en fonction de l'individu par le biais d'un plan en fonction des capacités et besoins de l'utilisateur, compte tenu des ressources disponibles pour l'intervenant-clinicien.

Le « vécu loisir ». Pour sa part, Hélène Carbonneau⁴³ favorise une approche qui prend sa source du « vécu loisir », en milieu institutionnel. Pour cette dernière, l'autonomie et le bien-être de la personne âgée est rendue possible par l'éducation au loisir. Selon sa perception du phénomène « vécu loisir », c'est un ensemble d'acteurs-intervenants qui

tendent vers l'optimisation de l'expérience et non le « loisir but » ou le « loisir moyen ».

Elle prône trois étapes conduisant vers le vécu optimal ;

- d'abord, la reconnaissance par l'individu de sa capacité à accéder au plaisir en pratiquant une activité de loisir, grâce à une intervention individuelle ou de groupe ;
- ensuite, l'accompagnement de l'utilisateur dans sa prise de conscience des possibilités loisir pour l'acquisition d'habiletés et de connaissances pour la pratique autonome et favorable d'une activité en vue d'un résultat positif ;
- enfin, la planification par l'intervenant d'activités adaptées aux besoins et aux capacités de l'individu.

Cette démarche vise essentiellement un bien-être et une autonomie de l'individu. Elle aborde une démarche structurées et chronologique pertinente à une démarche scientifique.

« *Le loisir... avec intérêts* ». L'approche de Lamarre et Morier (1989) préconise la présence de deux formes de loisir en institution, soit par la contribution à la qualité de la vie de l'individu en institution, référant à l'aspect détente, liberté, à la nature ludique même de l'activité, soit par la contribution au cheminement personnel de ce dernier dans un milieu de vie en établissement de santé, tendant vers la perspective thérapeutique.

Les auteurs favorisent l'approche de Gagnon (1980), dans le cadre du processus d'une programmation, utilisant certaines étapes spécifiques à la mise en place d'une programmation qu'ils adaptent à ce milieu d'hébergement spécifique. Cette approche

permet une démarche structurée en fonction de la dualité de la qualité de vie et du cheminement personnel, ce type d'intervention a la force de convenir à un établissement de santé, en fonction des intérêts du groupe ciblé par la programmation. Elle a aussi sa limite dans son aspect global plus administratif. En ce sens, manquent les aspects environnementaux de collaboration avec la communauté, les ressources étant limitées et propres au milieu.

Une seconde grande dimension des connaissances :

le phénomène d'évaluation de programmes

Une seconde grande dimension de l'état des connaissances conduit ici le propos. Le phénomène d'évaluation de programmes constitue le canevas de base de cette étude et, comme tel fait l'objet d'une revue littéraire dans les prochaines lignes.

L'évaluation, ses composantes, son processus général

Le mécanisme d'évaluation possède un pouvoir d'influence sur l'ensemble de l'organisme. En ce sens, il importe de faire la lumière sur ce phénomène important tel qu'engagé par l'établissement. Selon plusieurs auteurs, le phénomène d'évaluation s'il est

bien planifié et mené, peut entraîner un renforcement, une modification ou même un abandon d'actions entreprises par le milieu.

De façon globale, le processus d'évaluation se définit comme constituante d'un processus de mise en place d'un produit, d'un service. Ce dernier marque l'interrelation entre les composantes du système global de gestion. Les outils employés à cette fin doivent refléter le contexte et en définir les informations pertinentes à la prise de décision ultérieure. On reconnaît le processus, dans l'ensemble des modélisations d'un processus de planification et de programmation, à titre de partie intégrante de la structure de gestion de l'entreprise.

Plusieurs auteurs intègrent le processus d'évaluation à titre de mécanisme essentiel à la continuité des activités. Parmi ces derniers, Gagnon (1980), Soubrier (1988), Rossman et Edginton (1989), Lundegren et Farrell (1985), Peterson (1976) l'illustrent comme une rétroaction vers les niveaux précédents de mise en place du produit. Il y est donc relatif à l'information obtenue et à être réintégrée dans le système à différents paliers de l'organisation.

Gagnon⁴⁴, pour citer un ouvrage classique dans le domaine du loisir, expose en ces termes le phénomène d'évaluation : « L'évaluation est un processus continu par lequel chacune des étapes du processus de programmation est remise en cause. Trop souvent, on ne fait l'évaluation qu'après coup, une fois que les programmes sont terminés. Il est alors

trop tard pour faire les corrections nécessaires. Il n'existe pas de formule d'évaluation magique ni de panacée universelle. Il n'existe que des questions que toute organisation se pose et des principes généraux qui peuvent guider le processus d'évaluation. »

Cependant, plusieurs considèrent l'évaluation comme un phénomène positif au développement de l'organisation (Stufflebeam et Schinkfield (1985), Schiele et Boucher (1987), Rizzardo (1992)). Schiele et Boucher (1987), pour leur part, la perçoivent comme importante à l'efficacité et à l'efficience de l'organisme et la considèrent nécessaire à la mesure de performance de l'organisme afin d'apprécier la performance de ce dernier, ses résultats, en correspondance avec les effets sur l'utilisateur actuel et potentiel.

Pour sa part, Steiner (1988) lui prête une grande contribution aux mécanismes de gestion et en permet l'optimisation des ressources. Ces propos sont renforcés par Rizzardo (1992), qui prétend que l'évaluation fortifie la nouvelle démarche, l'innovation. Elle permet de redéfinir les objectifs, de mesurer la capacité des ressources en place et des actions posées.

Selon Rizzardo (1992), l'évaluation introduit le dialogue. Elle permet de prendre en considération les réalités. Ce processus offre à l'établissement la capacité de considérer une nouvelle définition des objectifs, de questionner les méthodes et les contenus utilisés. À ces fins, l'évaluation devient donc essentielle au développement de l'entreprise.

L'évaluation spécifique au contexte de loisir en institution

Le domaine du loisir évolue de décennie en décennie, sous des discours et des actions continuellement questionnés et renouvelés. Certains facteurs influents marquent, modèlent le profil de ce domaine au fil des ans, pour créer de nouveaux mouvements, de nouvelles tendances.

Le modèle présenté par Gunn et Peterson (1978) permet d'identifier certaines modifications entre les objectifs d'une programmation et les résultats escomptés. Ce modèle apporte l'information nécessaire à la prestation des services de loisir dans le domaine thérapeutique. Elle ne suggère cependant pas de critères au même titre que la grille de D'Amours (1986). Servant de référence à plusieurs intervenants dans le domaine du loisir thérapeutique, cet ouvrage bien qu'explicite ne rejoint pas la démarche chronologique exhaustive nécessaire dans le cadre de cette recherche et qui permettrait d'intégrer les facteurs environnementaux externes et internes qui influent sur le processus du point de vue administratif.

Bannon (1976) établit un modèle qui caractérise l'événement en fonction du nombre de buts et objectifs fixés, de stratégies inhérentes. Dans cette perspective, la programmation constitue alors le processus d'évaluation à titre de rétroaction à la démarche globale. Certains critères définissent les buts préalables au processus de programmation. À son sens, l'évaluation est considérée « cyclique ».

Présentant le loisir selon certains bénéfices que ce dernier procure, Driver, Perry, Brown et Peterson (1991) considèrent que le loisir dans une démarche d'évaluation devrait être classifié sous six catégories ; bénéfices psychologiques, physiologiques, psychosociologiques, sociaux, économiques et environnementaux. En ce sens, le phénomène sert de guide à la planification loisir compte tenu de ces aspects.

Gagnon (1980) évoque que dans la mise en place d'un processus continu d'évaluation, le mécanisme d'évaluation doit questionner certaines étapes. Plusieurs auteurs abondent en ce sens (Teaff (1985), Mc Govern (1992), Peterson (1976), Leisure Information Service to the Bureau of Education for the Handicapped (1976)). Ils exposent un ensemble d'éléments fondamentaux aux mécanismes d'évaluation : la détermination de la philosophie d'intervention de l'organisation et ses objectifs généraux de programmation, l'identification des besoins et intérêts et aspirations de la population, l'identification des ressources disponibles, la confrontation des besoins et des ressources ; en fixant les objectifs spécifiques de la programmation, la formation, la réalisation de programmes et enfin, l'évaluation de chaque étape et ce, en considérant certains indicateurs et normes définies préalablement, enfin, la recherche et le développement.

Teaff⁴⁵, pour sa part considère que le processus d'évaluation sert à déterminer essentiellement si le service atteint les objectifs et la mission qu'il se donne par le biais de critères mesurables et quantifiables. Pour Peterson (1976), la procédure d'analyse de systèmes, spécifiquement appliquée à un service de loisirs thérapeutiques, doit présenter un

cadre suffisamment général pour être conduit dans toute autre organisation nonobstant la clientèle desservie. Elle considère cette procédure comme nécessitant une réévaluation et une amélioration constantes, permettant ainsi à la rationalité de dominer la stagnation éventuelle du service ou à l'effet de tradition de perdurer.

D'Amours (1986), dans un travail repris de Van der Smissen (1972) pour le compte du National Recreation and Parks Association, a publié un instrument basé sur le principe d'autoévaluation d'un service de loisirs par le biais d'une définition de 35 normes regroupés en 6 grandes catégories. Chaque norme fait état de critères spécifiques de procédures et de pratiques opérationnelles recommandées. Ce sont des standards et à ce titre demeurent statiques. Mais l'apport d'une seconde grille de Côté et LaPan (1996) apporte le relief nécessaire au milieu à l'étude par le biais d'une liste de contrôle, facilement administrable par tout autre intervenant en poste.

D'Amours (1986) considère la démarche sous un contexte global de questionnement de la philosophie et des objectifs, de l'administration, des programmes et de la participation aux activités, du personnel, des espaces, des installations et des équipements et enfin, de l'évaluation. Il expose dans son ouvrage un ensemble de 35 normes et critères menant à l'évaluation d'un programme donné. C'est cette étape d'évaluation qui sera abordée dans les prochaines pages.

Chapitre 3

Cadre théorique retenu

Le cadre théorique favorisé devait permettre de répondre à trois aspects distincts :

- L'instrument devait avoir la capacité d'intégrer un ensemble de données primaires et secondaires recueillies du milieu et de tirer un tableau juste, descriptif et standardisé de la réalité des opérations du service de loisirs, en vue de répondre à l'objectif de la recherche.
- Le contexte organisationnel du service de loisirs devait être largement couvert, afin de définir les bases éventuelles à la mise en place d'une structure adaptée.
- L'instrument devait prendre en considération les capacités et limites administratives de l'établissement, de même que les capacités, besoins et intérêts des résidents.

De l'ensemble des cadres d'analyse recensés dans la littérature, aucun ne répondait globalement aux conditions actuelles. Afin de répondre aux trois aspects précédemment exposés et ultimement de répondre à l'objectif de la recherche, le choix tendait alors vers la refonte de deux cadres distincts.

Le cadre théorique principal retenu comme toile de fond permet d'élaborer une grille d'analyse finale adaptée au présent contexte. Comme il a été soulevé précédemment, la « Méthode d'analyse et d'autoévaluation pour les services de loisirs » de D'Amours (1986) applique certaines normes et critères d'évaluation qui englobent le contexte.

La méthode de D'Amours (1986) procure les bases à une analyse systématique globale de tous les aspects d'une organisation. Cet outil constitue la seule grille de contrôle à

présenter une forme aussi exhaustive dans le domaine du loisir dans un contexte purement administratif. Elle compte un ensemble d'éléments fondamentaux qui caractérisent la planification du processus de programmation de base. Elle permet une démarche chronologique d'évaluation compte tenu des règlements et des lignes administratives en vigueur dans l'établissement. La méthode permet l'identification de certains éléments mineurs ou majeurs du service de loisirs qui devront être réévalués et réajustés.

D'abord construite en 6 catégories principales (concepts), faisant état de 35 normes (variables) et enfin de différents critères (se référant à chacune des normes) retenus pour les besoins du présent contexte, cette grille établit les bases susceptibles de documenter une subséquente évaluation du service de loisirs. Elle se veut exhaustive, favorisant une perspective administrative. Elle se veut globalisante, adaptable à plusieurs contextes. Elle comprend de grandes dimensions, variables similaires à celles que plusieurs auteurs reprennent dans certains ouvrages (Gagnon, 1980, Teaff, 1985, Peterson, 1976, etc.) ; soit la philosophie et les objectifs, l'administration, les programmes, le personnel, les espaces, les installations et les équipements. Cette méthode sert de canevas de base au présent cadre d'analyse.

Le second cadre d'analyse retenu pour cette démarche d'évaluation est celui de Côté et LaPan (1996) ; soit le « Modèle normatif d'Animation-loisirs en Centre d'hébergement pour la création d'un milieu de vie animé ». Ce dernier rejoint la nature même de la pratique de loisir au sein de l'établissement d'hébergement retenu. Plusieurs établissements utilisent

d'ailleurs cet outil pour définir une intervention pour « la création d'un milieu de vie animé ». Le but ici ne consiste pas à appliquer le concept de « milieu de vie » mais bien d'en considérer certains éléments spécifiques dans l'élaboration d'une grille finale d'analyse.

La structure générale de la méthode, composée de cinq grandes normes et d'indicateurs, détient cette force d'apporter une complémentarité au cadre de D'Amours (1986) par le caractère spécifiquement institutionnel d'application. Ces grandes normes de base, définies dans un ordre séquentiel, servent de cadre à un ensemble d'indicateurs.

Côté et LaPan (1996) proposent la revue de grands éléments, soit le concept de milieu de vie animé, la programmation initiale de loisir adapté, le développement d'une structure organisationnelle d'un service d'animation adapté, le développement et la gestion des ressources humaines, physiques et financières, l'équilibre de la programmation.

Le cadre final d'analyse

Le produit final, un cadre d'analyse adapté au contexte reprend les éléments forts des deux canevas privilégiés. Il reprend une chronologie fort pertinente pour ce contexte. La structure de base du cadre théorique refondu se compose donc de six grandes dimensions. Le choix de ces dimensions permet de classer un ensemble d'informations provenant tant de l'environnement interne qu'externe à l'organisme.

La structure du cadre final d'analyse questionne tant la structure même du service de loisirs, les acteurs influents dans ce contexte, leurs finalités que les mécanismes globaux de gestion du service. Sa forme intégrale est présentée à l'appendice A afin d'alléger le texte, mais la composition des éléments structurels est présentée ci-après.

Structure du cadre final d'analyse

I. Philosophie et objectifs

La philosophie et les objectifs généraux réfèrent à la nature même de l'intervention, à sa racine. Une philosophie expose le principe fondamental sur lequel la démarche du service de loisirs s'appuie. Elle sous entend continuellement une intervention visant la présence d'un milieu de vie animé. Par les objectifs généraux, le service pourra mesurer ce vers quoi tendra l'action loisir dans un espace temporel.

II. L'administration

L'administration fait état d'une entité structurelle qui a pour fonction d'assurer la charge du service de loisirs. Quels en sont ses pouvoirs, sa structure, ses politiques et ses procédures. Quelles sont ses fonctions, ses autorités responsables déléguées et leurs mandats respectifs. Cette catégorie permet de questionner tant la structure organisationnelle que l'aspect financier. Ce dernier aborde tant l'ensemble des dépenses opérationnelles et en immobilisation, le budget d'exploitation, le contrôle budgétaire, les politiques de gestion des cotisations, que les frais d'admission à certaines activités.

Les données statistiques représentent pour le service de loisirs un élément fondamental. Elles donnent accès à un ensemble de données sur le profil des clientèles, les goûts, intérêts, le nombre de participants, les effets des programmes sur l'utilisateur.

III. Les programmes

Par quelles composantes les éléments d'une programmation permettront-ils de concrétiser les objectifs que le service de loisirs se fixe? On englobe donc ici les actions concrètes qui seront engagées, dans un espace temporel donné afin de rejoindre les objectifs généraux du service, la gamme d'activités présentées par lesquelles les objectifs seront atteints.

Cette catégorie étudie le contenu des activités et le taux de participation à ces dernières. Elle questionne l'éducation au loisir comme phénomène contribuant à vulgariser la portée de ce dernier. L'éducation au loisir permet de rejoindre l'utilisateur actuel et potentiel afin de permettre une compréhension des possibilités, capacités et bénéfices du loisir dans un programme d'éducation adapté.

Dans cette catégorie, on expose aussi les genres de participation qui réfèrent aux formes d'animation directe, d'activités sous faible surveillance, ou d'opération indépendante.

On expose les exigences variées de participation par lesquelles on entend le degré d'implication de l'utilisateur face à l'activité de loisir, par la sorte d'activités (à caractère individuel, de groupe, communautaire), le type d'activités (activité physique, intellectuelle), la forme d'activités (club, ligue, ateliers).

La planification communautaire tient-elle une place prépondérante dans la programmation? Elle sous-entend une étude des caractéristiques de la communauté et de l'inventaire des ressources globales disponibles dans la communauté, afin de les utiliser en complémentarité avec les ressources disponibles de l'établissement.

La sélection du contenu des programmes se fait en fonction des capacités, besoins et intérêts de l'individu et des exigences de participation des ressources du milieu. Le contenu présenté par le service est-il adapté à la clientèle de la résidence?

IV. Personnel

Cette catégorie réfère au personnel professionnel et à la compétence de ce dernier, à l'analyse des tâches dans leur nature et leur portée.

Cette catégorie englobe la gestion du personnel, les politiques et les règlements régissant le service à ce chapitre. Elle questionne certains services de soutien, de supervision, de formation et de perfectionnement, d'orientation du personnel en place, tant rémunéré que bénévole.

V. Espaces, installations et équipement

Cette catégorie réfère à l'inventaire de l'ensemble des installations et à sa gestion matérielle. Elle comprend tant les équipements de l'établissement que ceux disponibles dans la collectivité. Bien que l'établissement doive éviter un phénomène de vase clos, quel est le potentiel d'une collaboration avec les forces institutionnelles du milieu ; institutions scolaires, établissements de santé?

VI. Évaluation

La fonction évaluative possède ce pouvoir d'apporter une appréciation globale du service de loisirs et de l'impact de ses activités sur la clientèle de l'établissement. Utilisée de façon systématique, cette fonction tend à mettre en perspective un ensemble de facteurs étudiés. On pense entre autres ici au degré d'adaptation d'un programme à une clientèle visée, à l'intégration de ce dernier à la mission fondamentale de l'établissement et enfin, à sa concordance avec le code d'éthique en vigueur.

On doit y considérer un ensemble d'outils d'évaluation, intégrés dans un calendrier stratégique d'administration.

Le cadre final d'analyse permet donc d'exposer tant les éléments structurels qui composent le service de loisirs que les stratégies marquant l'intervention de loisir. Ce cadre assure un exposé documenté et chronologique visant l'évaluation sommative du service.

Chapitre 4

Stratégie de recherche favorisée

Stratégie favorisée

Le choix de la stratégie se porte sur une recherche synthétique d'étude de cas unique afin d'assurer l'opérationnalisation de cette recherche. Une telle méthode permet de répondre à la situation exposée précédemment à la problématique. Elle permet une description spécifique et approfondie des mécanismes qui composent le phénomène d'évaluation dans le contexte environnemental qui préoccupe ici.

De même, cette approche de recherche s'intègre favorablement à un phénomène spécifique au service de loisirs de l'établissement et à la dynamique du processus d'offre d'activités de loisir. Enfin, cette stratégie amène à définir un ensemble de relations particulières au phénomène de loisir en institution.

La forte validité interne de la structure s'appuie sur le cadre d'analyse utilisé, qui reflète les réalités des organismes de loisirs. Les changements susceptibles d'intervenir à l'environnement politique, social de l'organisme, ainsi qu'à la condition clinique de l'utilisateur, peuvent modifier le cours de l'observation. Ceci constitue une menace prépondérante à la validité interne.

La validité externe demeure faible, compte tenu du nombre de cas étudiés et de la possibilité négligeable de généraliser le phénomène au-delà du cas observé. On envisage

deux menaces à la validité externe. D'une part, le contexte offre une ambiguïté, expliquée par la présence de plusieurs changements dans l'organisme au cours de l'évaluation. D'autre part, on considère que le désir pour les résidants-répondants de plaire à l'enquêteur peut influencer la validité externe du questionnaire administré à titre d'outil de collecte de données primaires. Ce phénomène s'explique par un désir des résidants de répondre aux questions afin de ne pas nuire au fonctionnement du service de loisirs, ou à la tenue d'activités de loisir.

Opérationnalisation de la recherche

Population portée à l'étude

C'est donc un échantillonnage accidentel qui caractérise la population cible, issu du choix d'une méthode non probabiliste servant à sélectionner les sujets à l'étude. Car tous sont susceptibles de participer, à un moment ou à un autre à une activité présentée par le service de loisirs selon leurs besoins et leurs intérêts respectifs.

Un total de cinquante femmes et hommes résidants d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées composent donc le groupe de répondants à l'étude. Ces résidants se

définissent au plan clinique comme autonomes, semi-autonomes ou en perte d'autonomie cognitive et/ou physique, dont l'âge moyen se situe à 80 ans.

Tableau 2
Nombre de résidents par cohortes d'âge
au 1^{er} janvier 1999

Cohortes d'âge	Nombre de résidents n = 50
55 à 64 ans	3
65 à 69 ans	7
70 à 74 ans	5
75 à 79 ans	7
80 à 84 ans	8
85 à 89 ans	10
90 à 94 ans	6
95 à 101 ans	4

Méthodes de collecte de données

Sur le plan méthodologique, une démarche chronologique sur une période de huit mois est favorisée. Le choix d'utilisation de trois outils de collecte de données marque la démarche.

D'abord, l'observation systématique constitue le premier choix de collecte de données. Conduite par le biais d'une grille de présence des usagers aux activités de loisir offertes, elle permet la recension intégrale du nombre de résidents participant à l'une ou l'autre des activités présentées par le service de loisirs.

Cette grille, construite en utilisant les noms de l'ensemble des résidents, permet d'effectuer la recension systématique des usagers aux activités au cours de huit mois consécutifs, durant la période de novembre 1998 à juin 1999. Composée des noms des résidents, numéros de chambres, et utilisée pour l'ensemble des activités, elle fait l'objet d'une opération sur une base continue au cours de huit mois, couvrant ainsi deux saisons de programmation du service de loisirs.

Ce premier outil permet la recension de quelque 202 activités, en 32 semaines, soit par le biais d'une animation directe dispensée par le professionnel en loisirs ou par un bénévole.

Ensuite le questionnaire constitue le second outil de collecte, élaboré par un ensemble de questions ouvertes et fermées. Cet outil, retiré du document pour fins de publication, permet de recueillir des informations pertinentes en considérant un ensemble de variables inhérentes à la recherche ; profil sociodémographique, fréquence de participation, goûts, intérêts, contraintes identifiées, habitudes de vie, degré d'autonomie.

L'évaluateur administre cet instrument en janvier 1999 à un groupe de résidants, usagers et non-usagers, en mesure de répondre, selon leur capacité de compréhension, sur une période d'une semaine, suite à la programmation de deux saisons d'activités. Le questionnaire est alors présenté et expliqué de façon individuelle à chaque résidant.

L'administration du questionnaire permet d'atteindre un taux de réponse représentatif de 80 %. Une exclusion naturelle de certains résidants s'opère à l'étape d'administration de cet outil de collecte, considérant la non capacité cognitive ou physique de certains à répondre au questionnaire (Cas de démence de type Alzheimer, de paralysie, d'aphasie).

Cet outil fait l'objet au préalable d'un premier prétest auprès du professionnel en loisir et du service infirmier. Les corrections nécessaires à la compréhension du texte sont apportées. On procède à un second prétest auprès d'un résidant et du membre d'une famille, permettant d'adopter la formule définitive du questionnaire.

Enfin, l'analyse de données secondaires quantitatives et qualitatives complète la recension d'informations nécessaires à l'étude. Elle s'obtient suite à l'analyse d'un ensemble de documents internes composés de statistiques mensuelles sur le taux de participation, la lecture exhaustive de documents de l'organisation portant sur la mission, les objectifs, le code d'éthique de l'entreprise, le plan d'intervention, les rapports mensuels d'activités, le rapport sur la condition médicale des résidants, le rapport des admissions au centre et des départs du centre, la programmation mensuelle d'activités de loisir au cours des mois de

novembre 1998 à juin 1999, l'élaboration d'un inventaire (jusqu'alors inexistant) des ressources matérielles du service.

Les listes de données statistiques sont réutilisées avec l'insertion de données supplémentaires comportant sexe, âge, degré d'autonomie, nature de la déficience vécue par le résidant.

Le tout conclut à un profil sociodémographique des participants et non-participants, ainsi qu'à un profil de fréquence de leur participation aux activités du service de loisirs de l'établissement.

Processus d'analyse favorisés

Un ensemble de grilles sont construites afin de colliger l'ensemble des données qualitatives et quantitatives obtenues à la collecte en vue de l'analyse préliminaire.

Les grilles de collecte de données. Une première grille de collecte favorise l'observation systématique. Cette grille est ultérieurement complétée par l'ajout d'informations spécifiques à chaque résidant soit âge, sexe, degré d'autonomie. Une fois complétée et colligée, cette grille permet de dresser un profil des usagers ; âge, sexe, fréquence de participation à chacune des activités, données quantitatives et qualitatives significatives des habitudes de fréquentation, selon la nature de l'activité.

Cette même grille fait ensuite l'objet d'une compilation par le biais d'une grille mensuelle pour l'ensemble des activités. Elle permet alors de retracer certaines tendances statistiques composant la clientèle du service, mois après mois et de recueillir un ensemble d'informations sur l'utilisateur, et par le fait même, du non-utilisateur.

Dans le cas du questionnaire, une grille de compilation similaire au questionnaire permet une collecte exhaustive des résultats. Le contenu de chaque questionnaire fait l'objet d'une compilation systématique des données quantitatives et qualitatives afin de permettre un portrait d'ensemble des données obtenues.

La grille d'analyse de données. L'analyse des données tant qualitatives que quantitatives, primaires et secondaires, est assurée par l'utilisation de la grille d'analyse, présentée à l'appendice A. Ce cadre permet de documenter les étapes et facteurs inhérents à la mise en place de la programmation du service de loisirs de l'établissement.

Le choix de ces méthodes de collecte et d'analyse des données concourt donc, de façon exhaustive, à compiler un ensemble de données tant quantitatives que qualitatives qui seront traitées afin de présenter les résultats de la recherche dans les pages qui suivent.

Chapitre 5

Résultats

Cette section de l'étude a été retranchée pour les besoins de cette publication

Chapitre 6

Analyse des résultats

La prochaine démarche d'analyse permet de soulever un ensemble d'éléments structurels et opérationnels caractéristiques menant à la présentation d'activités de loisir de l'établissement. L'analyse des résultats permet effectivement de mettre en lumière certaines grandes tendances et déterminants traduisant la situation actuelle que connaît ce milieu.

D'entrée de jeu, il importe de souligner deux aspects qui semblent conduire toute l'intervention du service de loisirs de l'établissement. Le premier aspect a trait à la structure du système de loisir de l'établissement ; le canevas pour ainsi dire, qui conduit l'intervention du service de loisirs. Il se définit tant dans le rôle que se donne le service, les grands principes qui teintent l'intervention que dans les mécanismes de base qui portent et structurent l'action. Il questionne le degré d'adaptation du service à son environnement immédiat composé de sa clientèle cible. Enfin, cet aspect analyse les déterminants et influences qui modèlent l'intervention, soit les politiques et programmes et la structure administrative.

Le second aspect se veut davantage de l'ordre de la stratégie d'intervention. Il questionne la nature, la planification et le développement du produit présenté, son adéquation avec l'environnement. Il interroge le choix des équipements et des médias de communication utilisés et leur efficacité. Ce second aspect analyse aussi la nature des liens de soutien et de collaboration favorisés par le service en vue de la présentation d'une programmation adaptée à ce milieu de vie dit substitut.

À l'égard de la structure du système de loisir de l'établissement

Le rôle du service de loisirs. Le rôle du service de loisirs n'apparaît pas spécifiquement défini. La mission du service de loisirs découle du code d'éthique de l'établissement d'hébergement. Comme le chapitre cinq en faisait état, ce dossier reprend de grands principes de recherche d'une qualité de vie pour le résident, de respect des capacités, des aspirations et des compétences de celui-ci. La mission prévoit la mise à la disposition de mécanismes qui permettent à l'usager d'intégrer des activités qui donnent un sens à la vie, dans un milieu de vie substitut.

Il appert que cette mission non définie aux fins spécifiques du service de loisirs entraîne l'absence de grands principes qui justifieraient la nature même de l'intervention-loisir du service, de principes directeurs spécifiques au domaine du loisir qui conduiraient le propos et l'action éventuelle des intervenants. Cette absence des grands principes conducteurs spécifiques au loisir ne suscite aucun questionnement quant à une vision nouvelle, actualisée, de l'intervention auprès d'une clientèle changeante, en perte d'autonomie accrue comme le démontrent les statistiques.

Par conséquent, il ne semble se dégager aucun objectif général conduisant l'intervention en matière de loisir ; objectif qui traduirait la philosophie du service. Cette absence de principes fondamentaux qui dirigent l'action ne semble pas permettre à

l'intervenant actuel d'analyser l'action en regard de la situation en loisir et du vécu loisir de la clientèle de la résidence à un moment « x » de vie.

Certains objectifs généraux repris à l'établissement se veulent globalisants pour l'ensemble des services et reprennent de grandes orientations en vue du maintien de l'autonomie, de l'accès à des services en adéquation avec les besoins physiques, psychologiques, sociaux et spirituels de chacun des résidents.

En empruntant un ensemble de principes de la structure générale de l'établissement, le service de loisirs ne fait aucune distinction spécifique de la valeur du loisir et de son apport au quotidien du résident. Un tel discours tend à restreindre le rôle que devrait remplir le service au sein de la communauté, dans sa capacité d'intervention selon les différents besoins et capacités physiques et cognitives de l'individu. Car selon Gagnon (1980), la formulation d'objectifs généraux permet de définir un ensemble de résultats que le service désire atteindre à moyen et à long terme. Comme les résultats le démontrent, le milieu vit une mutation de sa clientèle et de leur capacité physique et cognitive.

Une telle intervention ne permet pas de distinction possibles des divers niveaux et des nuances à apporter au dossier de chaque résident. De plus, une telle perspective générale ne questionne pas l'utilisation des ressources distinctes disponibles à l'optimisation de

l'intervention loisir ; faisant de cette dernière un phénomène que l'on qualifiera d'aseptisé et ne rendant plus justice à la portée du loisir dans ce champ d'application.

La structure administrative. Comme il était précédemment soulevé, l'établissement favorise la gestion déléguée dans l'administration du service de loisirs.

D'Amours (1989) voit dans ce choix d'intervention une stratégie économique ou autre pour s'associer un partenaire dans la production de services. Demeurant premier responsable du service, l'établissement délègue alors à un tiers, par le biais d'une entente ou d'un contrat, le programme de gestion des services.

Dans ce cas précis, il importe de définir à quel intervenant revient la responsabilité de la rentabilité économique, de la structure organisationnelle de gestion, de l'opérationnalisation, de l'évaluation, de la coordination, de la formation et de la supervision du personnel.

L'analyse des données secondaires fait état de l'absence d'un cadre opérationnel bien défini, de politiques établies, de règles opérationnelles fonctionnelles en ce qui a trait à l'administration. Et en ce sens, à quel instance revient cette responsabilité de structuration de base du service ; à l'établissement, au responsable du service de loisirs ?

Bien que l'administration s'avère opérationnelle à court terme, l'analyse permet de constater le caractère informel sur lequel le service de loisirs appuie son intervention au fil des ans.

L'analyse fait aussi ressortir le caractère très minimal, dépouillé de l'intervention, tant dans la structuration de l'organisation, que dans les mécanismes de planification, de coordination, de gestion et de l'utilisation des ressources tant financières, matérielles qu'humaines.

Les résultats de l'enquête démontrent que ce milieu requiert plutôt une intervention spécialisée, selon les besoins de clientèles hétérogènes, en fonction d'interventions multiples et diversifiées en nature et en portée.

Ces résultats démontrent aussi que la situation nécessite l'optimisation de l'ensemble des ressources actuelles, en fonction d'actions réfléchies et documentées.

La connaissance de la clientèle. Le contenu des dossiers statistiques révèle une connaissance minimale de la clientèle : nom de l'utilisateur et statistiques mensuelles de participation aux activités. Ce bilan ne semble toutefois pas correspondre à ce que la situation requiert car l'établissement n'intervient pas auprès d'une clientèle homogène, ayant sensiblement les mêmes capacités physiques et intellectuelles. La situation est autre.

La revue de la littérature fait état d'une clientèle aux multiples besoins, intérêts, caractéristiques démographiques, capacités pathologiques.

L'étude actuelle permet de faire ressortir un ensemble de traits caractéristiques éloquents de l'utilisateur et du non-utilisateur aux activités du service de loisirs. Il apparaît d'abord que contrairement à ce que les gens expriment par le biais de l'enquête, ce n'est pas 65 % des résidents qui participent aux activités mais bien 28 % de ces derniers ; clientèle d'ailleurs souvent constituée des mêmes usagers, si l'on en croit la recension des noms des gens présents.

Les résultats soulèvent ensuite certains autres facteurs déterminants. Les activités paraissent s'adresser à des gens mobiles, exempts d'aide, ayant une capacité encore importante au plan cognitif. L'aspect de grands groupes est fort présent dans la programmation, ne correspondant pas aux conditions pathologique de plusieurs résidents. Les activités s'adressent souvent aux habitués. Enfin, aucune forme d'incitation distincte ne rejoint les non-usagers.

L'article 102 de la loi 120 prévoit qu'un résident d'un CHSLD doit être le sujet d'un plan d'intervention individuel. L'application d'une telle intervention permet une meilleure connaissance de la clientèle.

Un établissement doit élaborer, pour les usagers d'une catégorie déterminée par règlement pris en vertu du paragraphe 27e de l'article 505, dans la mesure qui est

prévue, un plan d'intervention afin d'identifier ses besoins, les objectifs poursuivis, les moyens à utiliser et la durée prévisible pendant laquelle des services devront lui être fournis. Le plan d'intervention doit assurer la coordination des services dispensés à l'utilisateur par les divers intervenants concernés de l'établissement. 1991, c. 42, a. 102.

Comme une telle pratique est déjà en vigueur et fonctionnelle au niveau du service infirmier, l'application conjointe au service de loisirs intéresse les acteurs du milieu. Cette étape tarde à s'inscrire dans l'intervention en matière de loisir et ce document de recherche constitue une amorce vers ce type d'intervention spécialisé.

Le personnel du service de loisirs. Il appert que la description des responsabilités du personnel du service ne soit pas claire. Certains aspects du contrat avec ce dernier restent à évaluer, tant au plan de la description de la tâche, de l'ampleur et des limites des responsabilités, de la supervision des bénévoles, de la capacité à optimiser les heures de travail. L'évaluation pourra apporter quelques distinctions quant à la capacité des bénévoles à intervenir à l'animation et l'accompagnement à l'individuel. Elle pourra approfondir la capacité des mécanismes de coordination et de supervision actuels.

À l'égard de la stratégie d'intervention

Certains éléments exposés au chapitre cinq permettent de considérer quatre éléments qui semblent déterminants ici, soit l'absence d'objectifs spécifiques qui conduisent

l'action, une programmation indépendante des besoins individuels, une adaptation très ponctuelle de certains éléments de la programmation, enfin l'optimisation d'un ensemble de possibilités actuelles et éventuelles.

Les programmes. D'une part, Tremblay⁴⁶ considère que les objectifs spécifiques d'un programme doivent refléter les résultats visés par une programmation. Ils doivent ainsi être développés par des éléments observables afin d'en évaluer les résultats. Selon l'auteur, ils observent quatre critères, soit l'expression de ces objectifs en fonction de la clientèle. Ils doivent être univoques dans leur formulation. Ces objectifs doivent être décrits en termes de comportements observables, mesurables et préciser un ensemble de critères menant l'action.

Aucun objectif spécifique écrit ne permet ce que Dupuis⁴⁷ appelle « légitimer » l'intervention loisir de l'établissement. La programmation est présentée par une tradition établie en fonction du pourcentage de participation aux activités au cours des ans. Les mêmes activités sont au programme au fil des saisons, considérant l'expérience du professionnel et des bénévoles en place. Cette situation ne permet donc pas de rejoindre la clientèle selon des critères de programmes spéciaux aux résidents nécessitant une assistance particulière ou en fonction des limites des capacités physiques et cognitives.

D'autre part, le service se trouve face à un questionnement en regard de sa capacité à structurer et à établir des plans d'action, de développement, d'opération bien définis qui

permettraient d'offrir un suivi en regard des besoins individuels de chaque résident. Le service fait plutôt état de l'absence d'un cadre opérationnel menant à une programmation voulue efficiente.

De même, l'analyse soulève la capacité du service à innover et à offrir des activités au plan individuel, en regard de l'application de l'article 102 de la Réforme sur la Santé et les Services sociaux. Un plan d'intervention adapté couvre les réalités de l'ensemble des résidents, rejoignant les goûts, intérêts, capacités physiques, physiologiques, comportant des éléments individuels, de petits groupes, de grands groupes, à caractère communautaire, de façon alternative, associés à une forte équipe de bénévoles.

L'analyse des données recueillies démontre aussi que tous les répondants sont unanimes à exprimer l'importance du service de loisirs. L'analyse permet cependant d'apporter une réserve quant à la capacité d'adaptation du service au cours des années à une clientèle changeante et en perte d'autonomie accrue.

De fait, l'intervention loisir ne paraît pas couvrir les besoins exprimés, mais répondre à la tradition instaurée année après année. La pratique du loisir, par son essence même, demeure un choix. En ce sens, l'intervention doit respecter ce principe. La programmation offerte à l'ensemble des résidents est demeurée constante dans son contenu, au cours des cinq dernières années, contrairement aux services et aux soins

administrés aux résidants qui, pour leur part, ont évolué en réponse à la capacité et au degré de déficience que vivent les résidants.

Il appert que le milieu favorise surtout l'animation directe au détriment d'activités encourageant une éventuelle indépendance de la part de petits groupes d'usagers. C'est dans une faible proportion que les résidants s'engagent dans des activités de petits groupes non supervisés et spontanés.

La capacité loisir va au-delà de cette intervention. Les possibilités sont multiples tant au niveau des espaces à utiliser pleinement que des interventions individuelles structurées à favoriser graduellement.

La planification d'une programmation d'activités de loisirs doit tenir compte des capacités qui permettent à l'individu d'accéder à une expérience de loisir enrichissante, compte tenu de restrictions multiples.

La programmation doit tenir compte d'un ensemble de possibilités comme des activités individuelles, de petits groupes ou de grands groupes ; de formes de participation différentes. Le service débute, en 1999, une phase exploratoire structurée à cet effet, par le biais de formules club d'horticulture et de marche.

Et bien que l'éducation au loisir soit à l'étape embryonnaire au service de loisirs, le fort potentiel d'un tel programme semble évident. Dans le but de permettre à tous les résidants l'expression de leurs goûts, intérêts, besoins, le service pourrait considérer une démarche éducative tant pour la sensibilisation des gens à de nouvelles capacités à des intérêts, pour l'intervention individuelle ou la réintégration auprès de petits groupes.

Le contenu de la programmation favorise une intégration rapide des participants, un minimum de compétences. Et il favorise l'accessibilité financière.

Les résultats de l'ensemble des données démontrent bien une lacune significative à présenter des activités adaptées aux contraintes évoquées, la difficulté pour plusieurs à se rendre de façon autonome aux activités présentées. La perception de limitation des compétences chez certains entraîne un déclin de la motivation à participer.

L'analyse de la participation aux décisions par les usagers démontre le respect d'un principe de participation de ces derniers au processus décisionnel du service de loisirs. La participation du comité de bénévoles et du comité de loisir - d'usagers permet à ces derniers de s'exprimer en regard de la planification, la coordination des activités du service. Le respect de ce principe tend à favoriser chez ce groupe de résidants une responsabilisation en vue de jouer un rôle significatif au sein de plusieurs organismes de la communauté.

Les communications. L'étude démontre l'efficacité des médias utilisés au cours des dernières années dans la diffusion de l'information. Les résidants disent être rejoints par le biais des différents médias. À ce niveau, l'application de quatre critères semblent assurer l'accès à l'information : la facilité d'accès physique à l'information, la clarté de l'information visuelle transmise en termes clairs, le rappel de l'information dans un court laps de temps de l'activité, le caractère incitatif et motivateur de l'information présentée.

L'ouverture sur l'extérieur. Barrette considère le phénomène de communication avec l'extérieur comme une façon de « rester branché sur la vie »⁴⁸ ; tant pour favoriser le contact entre les générations, le parrainage civique, la valorisation des rôles sociaux présents dans les étapes de vie antérieures.

Peu d'échanges sont recensées avec les groupes ou organisations extérieures. Le service de loisirs de l'établissement paraît vivre un certain isolement à cet égard. À nouveau, l'analyse fait état d'un recours à l'intervention minimale en matière de collaboration, versus les possibilités d'ouverture à la communauté. La situation permet alors de questionner la capacité de l'intervenant à coordonner, à maintenir certains liens de collaboration avec l'extérieur ; phénomène qui pour sa part semble constituer un bassin potentiel intéressant pour l'établissement.

Le milieu semble recenser plusieurs possibilités de concertation et d'intervention mixte à ce niveau précis ;

- au sein des organismes publics ; tant au Centre de jour, au CHSLD, dans la prestation de services individuels et de petits groupes ; au Service des Loisirs et de la Culture de la municipalité, dans la prestation d'activités récréatives de grands groupes adaptées à une clientèle plus autonome ;
- dans le milieu associatif ; tant au niveau communautaire par le biais d'une éventuelle collaboration avec certains clubs sociaux (Club d'Âge d'or, Rotary, Lions), qui peuvent adresser leurs activités à une clientèle autonome et en perte d'autonomie, au niveau des services spécialisés à la communauté par le biais de service d'accompagnement bénévole, des services de la bibliothèque municipale.

Cette collaboration permet habituellement la prestation de services qui sont souvent offerts en dédoublement. De nouveaux services feraient appel à la créativité, à l'innovation auprès d'une communauté qui se dit ouverte à de nouveaux échanges.

L'analyse renforce donc ici la question de capacité du service dans sa structure organisationnelle actuelle et ses mécanismes de coordination qui permettraient de coordonner et consolider ces liens extérieurs potentiels.

Les espaces, les installations et l'équipement. La gestion des espaces et de l'équipement tient à une planification en fonction d'un inventaire suivi et à jour de l'équipement disponible.

L'espace disponible à l'activité de loisir se limite à une salle, difficilement accessible à tous, comme l'expriment certains résidants composant avec une perte de mobilité.

L'équipement pour sa part se limite à un ensemble de composantes qui s'adressent habituellement à une large clientèle. Il semble y avoir peu de matériel adapté à des besoins ergonomiques spécifiques, d'appoint, de support à des incapacités diverses.

De plus, les résultats font état d'un potentiel à exploiter des activités individuelles, qui auraient cours dans les appartements des résidants, ne requérant pas de matériel spécifique. L'analyse laisse entrevoir la possibilité de donner une vocation à certains espaces pour favoriser des activités de loisir de petits groupes, ne requérant aucun soutien du service de loisirs.

L'évaluation générale. L'analyse des résultats permet de caractériser l'évaluation générale actuelle de limitée dans la quantité d'information recensée. Elle semble aussi limitée dans la qualité de l'information recueillie, ne permettant pas une pleine connaissance de la situation en cours, d'une évaluation éclairée des besoins, des goûts, du réel pourcentage de participation, du potentiel exprimé pour des activités individuelles.

Selon Tremblay⁴⁹, l'évaluation « identifie des manifestations observables d'une problématique précise. » Elle peut être réalisée de façon individuelle ou collective et est appuyée de grilles pour ce faire. Pour Lamarre et Morier (1989), l'évaluation d'un

programme doit demeurer en étroite relation avec les orientations du service de loisirs et à cette fin, les responsables doivent en assurer la vérification. En ce qui a trait à l'établissement, un système mensuel de présences constitue le seul outil d'évaluation.

L'analyse des résultats permet donc de mettre en lumière deux aspects majeurs qui guident l'intervention du service de loisirs. D'une part, la structure du service semble d'une grande simplicité, voire d'un dépouillement qui entraîne le recours à une stratégie d'intervention aussi dépouillée, de moyens, de ressources et conséquemment, de résultats significatifs.

Chapitre 7

Interprétation des résultats

Les objectifs de l'étude conduisent maintenant à l'identification d'un ensemble d'avenues d'intervention et de facteurs à considérer pour la présentation d'une programmation du service de loisirs.

L'analyse permet de constater une inadaptation systémique du service de loisirs tant dans sa structure organisationnelle que dans les stratégies d'intervention utilisées. Si les besoins se sont avérés croissants dans tous les services de l'établissement au cours des ans, la situation est similaire au niveau du service de loisirs, lequel ne s'est visiblement pas adapté au courant.

L'hypothèse de travail présentée au chapitre un questionnait l'adéquation de l'intervention actuelle du service de loisirs, vu l'absence pressentie alors d'objectifs conduisant l'action. Cette hypothèse interrogeait la méconnaissance de la clientèle toujours changeante et le maintien d'une programmation issue d'une longue tradition, ne répondant sans doute plus à la situation actuelle. L'analyse des résultats obtenus permet donc de confirmer l'hypothèse de travail.

- L'analyse démontre d'abord l'importance de la présence d'un service de loisirs desservant l'ensemble des résidents.
- L'analyse fait état du caractère informel de la nature de l'intervention, dans un cadre administratif dépouillé.

- L'analyse permet de dégager l'aspect de spécialisation que ce service requiert en regard du mouvement vers lesquels les autres services de l'établissement tendent déjà, vers une meilleure connaissance de la clientèle et vers l'adaptation du service de loisirs.
- Enfin, l'analyse démontre que la situation actuelle appelle davantage à l'optimisation des ressources actuelles tant internes qu'externes, en vue de rejoindre l'individu, par le biais d'une activité individuelle ou de groupe.

L'analyse identifie un ensemble de tendances, d'orientations potentielles à cette démarche de recherche. Cette démarche permet de discuter de certaines avenues possibles à considérer par l'administration de l'établissement.

Vers une structure de système redéfinie

Le service de loisirs se voit donc face à la redéfinition de son cadre d'intervention, en fonction de multiples dimensions. À ce titre, il pourra envisager clarifier sa mission, ses objectifs d'intervention, ses orientations, dans le but ultime de développer le principe de qualité de vie⁵⁰ et ce, au même titre que le type d'intervention vers lequel tendent les autres services de l'établissement. Il pourra considérer redéfinir l'efficacité du cadre opérationnel⁵¹ actuel et en tirer des solutions qui privilégient une intervention optimale.

Vers la connaissance optimale des clientèles. La connaissance maximale des clientèles actuelles et potentielles apparaît nécessaire. Valeurs et motivations qui incitent à faire un choix entrent ici en jeu. Un environnement favorisant un contact quotidien avec le loisir pourra être privilégié. Car comme Vigi Santé (1989) le souligne dans le cadre d'une intervention de loisir en institution, une norme empirique établie par cet organisme stipule qu'un résidant devrait idéalement être rejoint trois fois par semaine par la programmation de loisir.

Le service de loisirs pourra envisager en ce sens un cadre plus structurant, compte tenu de l'aspect informel actuel. Il pourra considérer la définition d'un nouveau rôle de l'intervenant, non pas en fonction des aptitudes actuelles à répondre mais plutôt en fonction de la clientèle, pour reprendre l'expression tel que le précise le gouvernement provincial en matière de santé, soit une intervention « axée sur le citoyen ».

L'administration de l'établissement pourra repenser la méthode de gestion déléguée en redéfinissant les pouvoirs et responsabilités des partis, afin de permettre la rentabilité des ressources matérielles, financières et humaines rémunérées et bénévoles. Il se dessine un intérêt certain à rapatrier la responsabilité du service, du personnel à l'établissement, de la permanence d'un professionnel en loisir.

En ce sens, trois possibilités se présentent à l'administration de l'établissement :

- une intervention directe, impliquant pour l'établissement l'entière responsabilité du service et du personnel y afférent ;
- une intervention mixte, avec le concours du CHSLD ;
- une intervention par impartition, renouvelée, redéfinie.

Quel que soit le choix, cette nouvelle définition permettrait d'élaborer une structure écrite, définie, considérant une philosophie, de grands objectifs généraux et spécifiques inhérents à la situation, un cadre opérationnel, une programmation offrant un ensemble d'activités tant individuelles et de groupes, le support d'un équipement adapté et surtout une accessibilité physique aux activités.

Afin d'optimiser l'intervention, le service de loisirs pourra considérer une structure capable de déléguer certaines responsabilités nouvelles à une équipe de bénévoles ou même de résidants aptes à remplir certaines responsabilités, comme par exemple un accompagnement régulier de certains résidants.

En vue de rendre l'intervention conforme aux intentions gouvernementales, le milieu pourra privilégier l'adoption d'un plan d'intervention individuel suivi⁵², en fonction de besoins identifiés, d'objectifs poursuivis et de moyens adaptés. À cet effet, il pourra privilégier l'adoption d'un cadre opérationnel qu'il pourra graduellement structurer. Il pourra aussi considérer certains ouvrages déjà éprouvés dans le domaine. À cet égard,

deux choix semblent désignés. Tremblay⁵³ présente un cadre défini pour les besoins actuels d'un bénéficiaire. Il favorise l'élaboration d'un dossier complet de l'utilisateur comprenant une grille d'identification des intérêts et pratiques, un ensemble de grilles d'évaluation structurées, une méthode pour élaborer un plan d'intervention individualisé.

Pour leur part, Lamarre et Morier (1989) présentent un ensemble d'outils d'une méthode basée sur les intérêts de la personne. Un premier dossier marque les orientations du service de loisirs, un second dossier définit l'intervention auprès du bénéficiaire. Enfin, un troisième dossier identifie un ensemble d'activités rattachées à la programmation, le taux de participation et l'évaluation de ces activités.

Vers une stratégie d'intervention adaptée

L'évaluation sommative des mécanismes de gestion du service et de connaissance des clientèles soulève certains facteurs significatifs. À ce titre, deux préoccupations sont évidentes. D'une part, il importe pour l'administration de rejoindre les clientèles en assurant la présentation d'une programmation diversifiée, de grande qualité dans un environnement pleinement facilitateur. D'autre part, le milieu doit considérer présenter un produit renouvelé, afin d'introduire une nouvelle démarche, de nouvelles connaissances à l'individu.

Conséquemment et prenant en considération les facteurs déterminants énoncés et expliqués précédemment, certaines avenues pourront être considérées en vue de faciliter une expérience de loisir pleinement satisfaisante.

Prendre considération du phénomène de vieillissement de la population dans les futures interventions s'avère fondamental. Il constitue un phénomène qui s'accroît au cours des prochaines décennies, référant aussi à une perte d'autonomie progressive de cette clientèle spécifique. Dresser un ensemble de caractéristiques de base de l'utilisateur participant aux activités de loisir permettra au milieu d'entrevoir d'ores et déjà certaines pistes d'intervention quant à une éventuelle programmation adaptée.

Il importe au milieu d'engager une stratégie d'intervention en fonction de certains déterminants définis précédemment. En ce sens, l'administration devra considérer une stratégie compte tenu des tendances des discours actuels de qualité de vie et de la portée de sa signification, de milieu de vie substitut et animé⁵⁴ qui appelle à une dynamique d'intervention menant à une harmonie entre résidents, à la liberté, à la dignité, à la sécurité et à la maximisation de l'expérience de loisir.

L'administration pourra envisager une intervention, compte tenu des capacités de santé des individus, de certaines pathologies qui constituent la réalité de certains résidents tant de mobilité, d'équilibre, d'intellect, de capacité respiratoire, d'incontinence et en

fonction des capacités physiologiques, psychologiques et des antécédents sociaux de l'ensemble des résidents⁵⁵.

L'administration pourra souligner le caractère spécifique d'une activité, compte tenu des motivations, de valeurs exprimées par le biais du questionnaire et compte tenu de la connaissance accrue de la clientèle, d'un suivi continué axé sur le maintien de l'autonomie, de l'optimisation de l'expérience loisir ; favorisant ainsi la satisfaction de motivations intrinsèques et extrinsèques et considérant les besoins de l'ensemble des résidents, qui peuvent s'exprimer et un segment particulier silencieux qui ne peut exprimer ses besoins.

L'administration devra envisager une stratégie en fonction de réalités, compte tenu de ce que cette étape de vie distincte signifie et engendre au niveau des rôles sociaux, des proches, des événements de perte d'autonomie, de réadaptation à un milieu de vie substitut qui se voudra à l'image des goûts et intérêts de l'utilisateur actuel et potentiel.

Afin d'éviter le phénomène d'isolement, l'intervenant pourra voir à prévenir les situations conduisant au retrait graduel en raison de la santé, de trouver des éléments motivateurs à une plus grande pratique d'activités, en respectant les préférences à l'activité individuelle ou à l'activité de groupes.

Considérer une certaine collaboration avec les ressources existantes dans la communauté peut s'avérer riche en dénouements ; pour maximiser la complémentarité des activités et en réduire la duplication. Cette démarche pourrait conduire à une meilleure exploitation des maigres ressources financière, une mise en commun d'équipements et de ressources humaines. En ce sens, le service veillera à considérer l'accessibilité financière des activités, pour cette clientèle aux moyens souvent précaires, et favoriser un transport et un service d'accompagnement adapté aux nouvelles activités extérieures.

Le service pourra considérer un programme d'éducation au loisir structuré et suivi, qui permettra à chacun de comprendre les effets d'une pratique de loisirs, de développer de nouvelles habiletés tant physiques qu'intellectuelles ou sociales et qui contribuera à la qualité de vie et à l'épanouissement de chacun compte tenu de la santé, de la situation sociale et financière de chacun.

Enfin, le service pourra assurer un ensemble de mécanismes d'évaluation réguliers, par le biais d'outils facilement opérables.

En somme, la stratégie d'intervention doit favoriser l'émergence ou le renforcement de la satisfaction de l'expérience de loisir et l'épanouissement à la pratique d'une activité.

Conclusion

Cette étude empirique vise à documenter la structure organisationnelle et les stratégies favorisées pour mettre en place la programmation d'activités de loisirs actuelle, pour un ensemble de personnes âgées en perte d'autonomie progressive. Elle permet une vision globale de la relation entre l'utilisateur et le palier d'organisation responsable.

Issue d'un ensemble de données primaires et secondaires tant quantitatives que qualitatives, cette recherche empirique, sans prétendre à une portée généralisée, permet de dresser un tableau actuel très explicite de la situation structurelle du service de loisirs d'un établissement d'hébergement. Elle expose conséquemment certaines avenues d'interventions potentielles qui s'offrent au milieu.

La démarche se veut chronologique. Le contexte environnemental se voit défini par un ensemble d'éléments démographiques, politiques, sociaux et pathologiques, intrants identifiés comme influents à la mise en place du produit loisir dans ce contexte. Une fois ces bases connues, l'adéquation des ressources mises à la disposition de l'individu en est facilitée.

Demeure une évidence. Le loisir possède un pouvoir d'action dans ce milieu que si l'individu s'y identifie. Pour ce faire, la portée de l'intervention doit suivre le courant d'adaptation à des clientèles changeantes, en perte d'autonomie accrue. Ce vers quoi s'orientent les tendances définies de ce document.

Le texte met effectivement en lumière quelques constats considérés fondamentaux à l'adéquation recherchée du service de loisirs et de l'administration de l'établissement.

Le recours à un cadre d'analyse issu de deux modèles spécialisés distincts s'avère efficace dans la portée qu'il permet tant au plan d'une structuration chronologique des éléments de gestion fondamentaux qu'au plan de la spécialisation dans le domaine du loisir en établissement d'hébergement, ce qu'aucun autre outil ne permettait jusqu'à présent.

De grandes tendances exposées dans ce document mettent d'abord l'emphasis sur l'intérêt pour le milieu de parfaire ses connaissances de la clientèle actuelle de l'établissement. Ces connaissances ne se limitant pas qu'au nombre de participants à une activité donnée, mais bien à la connaissance des besoins, intérêts, goûts, capacités physiques et cognitives de ces derniers. Cette emphase invite aussi à l'utilisation continue d'un plan d'intervention individuel, comme structure d'intervention suivie et potentielle à l'optimisation de l'expérience en matière de loisir.

L'adéquation de la structure organisationnelle, en fonction de cette clientèle mieux connue, constitue sans doute l'élément fort de cette recherche. Ce principe fondamental appelle à une restructuration systématique du service en considérant certains aspects plus structurants et davantage spécialisés de l'organisation, tant dans la nature de l'intervention que dans les objectifs généraux. De plus, le milieu pourra questionner

l'adéquation d'une gestion déléguée dans ce contexte précis, et en redéfinir les bases d'intervention et les responsabilités qui incombent à chaque parti.

Le service pourra profiter d'un cadre opérationnel bien défini dans la gestion des opérations, la structure d'une programmation en regard des ressources disponibles et potentielles, de liens accrus avec certains acteurs de la communauté et enfin de mécanismes d'évaluation efficaces, réguliers qui permettent un monitoring juste et éclairé de la situation.

Cette recherche empirique contribue à la connaissance de la situation, par le biais d'une documentation exhaustive des mécanismes et des déterminants influents à la mise en place du produit loisir de l'établissement. Elle concourt à poser les bases d'une structure d'intervention renouvelée et fonctionnelle menant à une expérience de loisir souhaitée satisfaisante.

-
- ¹ Ministère de la Santé et des Services sociaux (1992). *Loi sur les Services de santé et les Services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives*, L.R.Q. c. S-4.2 des lois de 1991, (chapitre A-2.1). 1991, c. 42, a. 19 ; 1992, c. 21, a. 2.
 - ² Statistique Canada (1998). *Rapport sur l'état de la population du Canada, 1997 ; la conjoncture démographique ; effets de l'entourage des personnes âgées sur leurs conditions socio-économiques*, Statistique Canada.
 - ³ Guy Gauthier (1994). « Les personnes âgées et le loisir » dans Pierre Gagnon et Michel de la Durantaye (Éds), *Le loisir... un défi de société... une réponse aux défis collectifs*, Actes du Colloque international sur le loisir, Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, p. 121-138.
 - ⁴ Bureau de la Statistique du Québec (1992). *Enquête sociale générale 1992, Québec - Données pondérées*, Québec.
 - ⁵ André Lux (1995). « Le vieillissement », dans Fernand Dumont *et al.* (1995), *Traité de problèmes sociaux*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, p. 49.
 - ⁶ Laurent Fontaine (1996). « Se loger quand on n'a plus 20 ans », *Revue Interface*, Spécial « Vieillesse », vol. 17, no. 3, p. 50-51.
 - ⁷ Voir à cet effet le texte de Julie Samson (1998). *Les grandes pathologies associées au vieillissement : mieux comprendre... pour mieux expliquer*, « Familles-intervenants, une histoire à réinventer », Les cahiers des Journées de formation annuelle du Sanatorium Bégin, Lac Etchemin, Les Journées de formation annuelle du Sanatorium Bégin, Vol. 17, p. 97-119.
 - ⁸ Consulter le texte de Francine Saillant (1998). *Soin familial, lien social et altérité : pour une petite histoire des soins familiaux*, tiré de « Familles intervenants, une histoire à réinventer », Les cahiers des Journées de formation annuelle du Sanatorium Bégin, Lac Etchemin, Les Journées de formation annuelle du Sanatorium Bégin, Vol. 17, p. 15-35.
 - ⁹ Ministère de la Santé et des Services sociaux (1992). *Loi sur les Services de santé et les Services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives*, L.R.Q. c. S-4.2 des lois de 1991, c. 42, a. 99, c. 36, a. 51.
 - ¹⁰ Ministère de la Santé et des Services sociaux (1992). *Loi sur les Services de santé et les Services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives*, L.R.Q. c. S-4.2 des lois de 1991, c. 42, a. 302.
 - ¹¹ Ministère de la Santé et des Services sociaux (1992). *Loi sur les Services de santé et les Services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives*, L.R.Q. c. S-4.2 des lois de 1991, c. 42, a. 102.
 - ¹² Ministère de la Santé et des Services sociaux (1992). *Loi sur les Services de santé et les Services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives*, L.R.Q. c. S-4.2 des lois de 1991, article 102.
 - ¹³ Guy Gauthier, *op. cit.*
 - ¹⁴ Statistique Canada (1998). *Rapport sur l'état de la population du Canada, 1997 ; la conjoncture démographique ; effets de l'entourage des personnes âgées sur leurs conditions socio-économiques*, Statistique Canada.
 - ¹⁵ Statistique Canada (1992). *Statistiques démographiques annuelles, 1991*.
 - ¹⁶ *Ibid.*

-
- 17 *Ibid.*
- 18 Statistique Canada (1998). *Rapport sur l'état de la population du Canada, 1997 ; la conjoncture démographique ; effets de l'entourage des personnes âgées sur leurs conditions socio-économiques*, Statistique Canada, p. 175.
- 19 Statistique Canada (1992). *op. cit.*
- 20 CHSLD de la M.R.C. de X (1998), Données démographiques mises à jour.
- 21 Guy Gauthier (1994). « Les personnes âgées et le loisir », dans Pierre Gagnon et Michel de la Durantaye (Éds), *Le loisir... un défi de société... une réponse aux défis collectifs*, Actes du Colloque international sur le loisir, Trois-Rivières : Université du Québec à Trois-Rivières, p. 121-138.
- 22 *Ibid.*, p. 20.
- 23 Ministère de la Santé et des Services sociaux (1995, novembre). *Pistes de solutions pour améliorer la réponse aux besoins des personnes âgées en perte d'autonomie*, Gouvernement du Québec, Direction de la Recherche et de l'Évaluation, p. 3.
- 24 Roy, Saillant et Vézina, *op. cit.*
- 25 Christian Lalive D'Épinay (1991). *Vieillir ou la vie à inventer*, Paris : L'Harmattan, p. 15.
- 26 Marie-Marthe Brault (1995). *Du loisir à l'innovation. Les associations volontaires de personnes retraitées*, Québec : Institut québécois de recherche sur la culture, p. 703.
- 27 Jeoffre Dumazedier (1974). *Sociologie empirique du loisir*, Paris : Seuil, p. 118.
- 28 Ministère des Affaires municipales, *op. cit.*
- 29 Gilles Pronovost (1993). *Loisir et société : traité de sociologie empirique*, Sillery : Presses de l'Université du Québec, p. 123.
- 30 Lamarre et Morier (1989). *Le loisir... avec intérêts ! Guide de conception de programmes récréatifs en établissement de santé*, Loisirs-Conseils Cogip, p. 28.
- 31 *Ibid.*, p. 18.
- 32 Hubert de Ravinel (1994). *op. cit.*, p. 117.
- 33 Claudine Attias Donfut *et al.* (1989), « L'irruption du temps libre : vie quotidienne et vacances », dans Paillat *et al.* *Passages de la vie active à la retraite*, Paris : Presses universitaires de France, p. 128.
- 34 Hubert de Ravinel, *op. cit.*, p. 119.
- 35 Ministère des Affaires municipales, du Loisir, du Sport et du Plein air, *op. cit.*, p. 23.
- 36 Line Côté et Benoît Lapan (1996). *Modèle normatif d'Animation-loisirs en centre d'hébergement pour la création d'un milieu de vie animé*, Québec : Fédération québécoise du loisir en institution, p. 13.
- 37 Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux, *op. cit.*, p. 23.
- 38 Lamarre et Morier, *op. cit.*

-
- ³⁹ Carol Ann Peterson (1976). *A system approach to therapeutic recreation program planning*, Illinois : Stipes Publishing Company, p. 24.
- ⁴⁰ Hélène Poirier (1996), « La multidisciplinarité... un ingrédient important du concept "Milieu de vie" », dans Fédération québécoise du loisir en institution. *Le loisir en établissement de santé pour la création d'un milieu de vie animé*, Actes du Symposium, Québec, p. 31.
- ⁴¹ Georges Tremblay, *op. cit.*
- ⁴² *Ibid.* p. 14.
- ⁴³ Hélène Carbonneau (1994). « L'intervenant en loisir comme agent de la santé », Texte de conférence, Colloque international sur le loisir, Trois-Rivières : Université du Québec à Trois-Rivières, p. 4.
- ⁴⁴ Pierre Gagnon (1980). *Programmes municipaux de loisir ; orientation et évaluation*, Montréal : Intrinsèque, p. 192-193.
- ⁴⁵ Joseph D. Teaff (1985). *op. cit.*, p. 94.
- ⁴⁶ Georges Tremblay (1991). *La méthode Impact*, Québec : Édition Georges Tremblay, p. 95.
- ⁴⁷ Xavier Dupuis (1991), *Culture et développement ; de la reconnaissance à l'évaluation*, Paris : Presses de l'UNESCO, ICA, p. 83.
- ⁴⁸ Isabelle Barrette (1994). « De pour à « auprès », ou comment passer du travailleur en loisir qui s'occupe au travailleur en loisir qui se préoccupe », dans *Le loisir... un défi de société... une réponse aux défis collectifs*, Actes du Colloque international sur le loisir, Trois-Rivières : Université du Québec à Trois-Rivières, p. 21.
- ⁴⁹ Georges Tremblay (1991). *La méthode Impact*, Québec : Édition Georges Tremblay, p. 166.
- ⁵⁰ Côté et LaPan, *op. cit.*, 37 p.
- ⁵¹ Consulter à ce sujet deux ouvrages : Georges Tremblay (1991), *op. cit.* et Alain Lamarre et Jocelyn Morier (1989), *op. cit.*
- ⁵² Bien que spécialisé dans le domaine de la santé mentale, consulter l'ouvrage de Marc St-Onge (1998). *op. cit.*
- ⁵³ Georges Tremblay, *op. cit.*
- ⁵⁴ Voir à ce sujet l'ouvrage de Line Côté et Benoît Lapan, *op. cit.*.
- ⁵⁵ Pour ce faire, référer à la liste des résidants présentée au chapitre premier.

Références

- Association des Hôpitaux du Québec (1996). *Indicateurs de qualité en CHSLD : guide d'autoévaluation des établissements et questionnaires de satisfaction des usagers*, Montréal, document de référence n° 3.
- Attias-Donfut, Claudine, Renaut, Sylvie, & Rozenkier, Alain (1989). « L'irruption du temps libre : vie quotidienne et vacances », dans Paillat *et al.* *Passages de la vie active à la retraite*, Paris : Presses universitaires de France, p. 127-165.
- Barrette, Isabelle (1994). « De pour à « auprès », ou comment passer du travailleur en loisir qui s'occupe au travailleur en loisir qui se préoccupe », dans *Le loisir... un défi de société... une réponse aux défis collectifs*, Actes du Colloque international sur le loisir, Trois-Rivières : Université du Québec à Trois-Rivières, p. 17-23.
- Brault T., Marie-Marthe (1987). *Du loisir à l'innovation. Les associations volontaires de personnes retraitées*, Québec : Institut québécois de recherche sur la culture, 176 p.
- Brault T., Marie-Marthe (1995). « L'exclusion de la vieillesse », dans Fernand Dumont *et al.* *Traité de problèmes sociaux*, Québec : Institut québécois de recherche sur la culture, p. 697-710.
- Bureau de la Statistique du Québec (1992). *Enquête sociale générale 1992, Québec - Données pondérées*, Québec.
- Carbonneau, Hélène (1994). « L'intervenant en loisir comme agent de la santé », Texte de conférence, Colloque international sur le loisir, Trois-Rivières : Université du Québec à Trois-Rivières
- Carpenter, M. Gaylene, & Howe, Christine Z. (1985). *Programming leisure experiences; a cyclical approach*, New-Jersey : Prentice-Hall Inc., 184 p.
- Centre de formation et de recherche de la Fédération québécoise du loisir en institution (1994). *Rapport d'enquête sur les services d'animation-loisirs en établissements de santé et les tâches réelles de leurs intervenants*, Québec : Fédération québécoise du loisir en institution.
- CHSLD de la M.R.C. de X (1999), Données démographiques mises à jour.
- Comité d'Aide au Développement de la Collectivité de la M.R.C. de X. (1995). *Rapport annuel*, 192 p.

Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux (1987, août). *Les besoins des personnes en centre d'hébergement selon la Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux*, Dossier « personnes âgées », Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux. Programme de consultation d'experts, 36 p.

Conseil du Trésor du Canada, Contrôleur général (1991). *Principes pour l'évaluation des programmes par les ministères et organismes fédéraux*, Ministère des Approvisionnements et Services (Canada), Division de l'évaluation de programmes, Ottawa, 48 p.

Contandriopoulos, André-Pierre *et al.* (1990). *Savoir préparer une recherche : la définir, la structurer, la financer*, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 197 p.

Côté, Line, en collaboration avec Benoît LaPan (1995). *L'approche loisir pour les personnes vivant avec des déficits cognitifs : au-delà de l'activité*, Édition Centre de formation et de recherche de la Fédération québécoise du loisir en institution, Vigi Santé, 95 p.

Côté, Line, & LaPan, Benoît, en collaboration avec Anne-Louise Hallé (1996). *Modèle normatif d'Animation-loisirs en centre d'hébergement pour la création d'un milieu de vie animé*, Québec : Fédération québécoise du loisir en institution, 37 p.

Csikszentmihalyi, Mihaly (1975). *Beyond boredom and anxiety*, San Francisco, CA. : Jossey-Bass Publishing.

D'Amours, Max (1986). *Méthode d'analyse et d'auto-évaluation pour les services publics de loisirs*, Cahiers d'Études du loisir, no. 2, Département des sciences du loisir, Trois-Rivières : Université du Québec à Trois-Rivières, 105 p.

Deci, Edward L. (1975). *Intrinsic motivation*, New York : Plenum Press, p. 23-63.

Delisle, Marc-André (1987). *La république du silence, solitude et vieillissement*, Québec : Laboratoire de recherches sociologiques, Département de sociologie, Université Laval, Collection « Rapports de recherche », n° 25, 1987, 196 p.

Delisle, Marc-André (1991). *Un âge à doré*, Québec : Centre de recherche sur les activités communautaires, Université Laval.

De Ravinel, Hubert (1994). « Les loisirs des aînés, Actes du colloque international sur le loisir », dans Pierre Gagnon et Michel de la Durantaye (Éds.) *Le loisir... un défi de société... une réponse aux défis collectifs*, Actes du Colloque international sur le loisir, Trois-Rivières : Université du Québec à Trois-Rivières, p. 115-120.

- Dufault, Lucie, & Raymond, Astrid (1992). « Animation thérapeutique, l'implication des préposées aux bénéficiaires dans les activités de loisir », dans Fédération québécoise du loisir en institution. *Le loisir en institution... rendre possible l'impossible* », Actes du Symposium, Québec.
- Dumazedier, Joffre (1974). *Sociologie empirique du loisir*, Paris : Éditions du Seuil.
- Dumazedier, Joffre & Samuel, Nicole. (1976). *Société éducative et pouvoir culturel*, Collection Sociologie, Paris : Éditions du Seuil.
- Dumont, Fernand *et al.* (1995). *Traité de problèmes sociaux*, Québec : Institut québécois de recherche sur la culture, 1 164 p.
- Dupuis, Xavier (1991). *Culture et développement ; de la reconnaissance à l'évaluation*, Paris : Presses de l'UNESCO, ICA, 174 p.
- Driver, B.L., Brown, Perry J. *et al.* (1991). *Benefits of Leisure*, Pennsylvania : Venture Publishing Inc., 386 p.
- Elliot, Jerold E., & Sorg-Elliot, Judith A. (1991). *Recreation programming and activities for older adults*, PA : Venture Publishing Inc., 209 p.
- Fédération québécoise du loisir en institution (1991). *Catalogue d'activités*, Québec : Édition F.Q.L.I., 400 p.
- Fédération québécoise du loisir en institution (1992). *Le loisir en institution... rendre possible l'impossible*, Actes du Symposium, Québec, 65 p.
- Fédération québécoise du loisir en institution (1996). *Le loisir en établissement de santé pour la création d'un milieu de vie animé*, Actes du Symposium, Québec, 117 p.
- Fédération québécoise du loisir en institution (1997). *Le loisir, une clé essentielle à l'ouverture sur la communauté*, Actes du Symposium, Québec, 162 p.
- Gagnon, Claude, & Pageau, Michel. *Isolement social et consommation des services de santé chez les 65 ans et plus du territoire du département de santé communautaire de l'Hôpital Saint-Sacrement*, Département de santé communautaire, Hôpital Saint-Sacrement.
- Gagnon, Pierre (1980). *Programmes municipaux de loisir ; orientation et évaluation*, Montréal : Intrinsèque, 207 p.

- Gagnon, Pierre, & Blackburn, Elaine (1995). *Le loisir... un défi de société... une réponse aux défis collectifs*, Réflexion synthèse du Colloque international sur le loisir, Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec en collaboration avec Groupe SODEM, Recherche et Développement, 347 p.
- Gagnon, Pierre, & de la Durantaye, Michel (1994). Éditeurs invités, *Le loisir... un défi de société... une réponse aux défis collectifs*, Actes du Colloque international sur le loisir, Trois-Rivières : Université du Québec à Trois-Rivières, 303 p.
- Gariépy, Nicole (1993). *La qualité de vie des personnes âgées hébergées en milieu institutionnel de santé : élaboration d'un modèle théorique*, Mémoire de maîtrise en loisir, Trois-Rivières : Université du Québec à Trois-Rivières, 162 p.
- Gauthier, Benoît *et al.* (1993). *Recherche sociale ; de la problématique à la collecte de données*, Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, 584 p.
- Gauthier, Johanne (1995). « La solitude contemporaine », dans Fernand Dumont *et al.* *Traité de problèmes sociaux*, Québec : Institut québécois de recherche sur la culture, p. 777-793.
- Gauthier, Guy (1994). « Les personnes âgées et le loisir » dans Pierre Gagnon & Michel de la Durantaye (Éds), *Le loisir... un défi de société... une réponse aux défis collectifs*, Actes du Colloque international sur le loisir, Trois-Rivières : Université du Québec à Trois-Rivières, p. 121-138.
- Ginier, Marcel, & Dumas, Lucie (1994, mai). *Étude sur la pratique des activités de loisir culturel et scientifique*, ministère des Affaires municipales.
- Gouvernement du Québec (1979). *On a un monde à récréer*, Livre blanc sur le loisir au Québec, Québec : Service des communications du Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports.
- Gunn, Scout Lee, & Peterson, Carol Ann. (1978). *Therapeutic Recreation Program Design - Principles and Procedures*, N.J. : Prentice-Hall.
- Hallé, Anne-Louise (1994). *L'influence du loisir sur la satisfaction de vie de personnes âgées qui vivent en établissement de santé : le cas de la Maison Paul-Triquet*, Rapport de recherche de maîtrise, Trois-Rivières : Université du Québec à Trois-Rivières, 71 p.
- Ibrahim, Hilmi, & Crandall, Rick (1979). *Leisure : a psychological approach*, Los Alamitos, California : Hwong Publishing Co., p. 149-178.
- Iso-Ahola, Seppo E. (1980) *The social psychology of leisure and recreation*, Dubuque, Iowa : Wm. C. Brown Co., 436 p.

- Iso-Ahola, Seppo E. (1989). Motivation for leisure, in E. L. Jackson, T. L. Burton (eds) *Understanding leisure recreation ; Mapping the past, Charting the future*, State College, PA : Venture Publishing, p. 247-281.
- Jackson, Edward L., & Burton, Thomas L. (1989). *Understanding leisure and recreation : mapping the past, charting the future*, State College, PA., Venture Publishing.
- Journées de formation annuelle du Sanatorium Bégin (1996). *Oser la complicité*, Les cahiers des Journées de formation annuelle du Sanatorium Bégin, Lac Etchemin : Les Journées de formation annuelle du Sanatorium Bégin, vol. 15, 115 p.
- Journées de formation annuelle du Sanatorium Bégin (1998). *Familles-intervenants, une histoire à réinventer*, Les cahiers des Journées de formation annuelle du Sanatorium Bégin, Lac Etchemin : Les Journées de formation annuelle du Sanatorium Bégin, vol. 17, 142 p.
- Kraus, Richard, & Allen, Lawrence R. (1997). *Research and evaluation in recreation, parks and leisure studies*, Arizona : Gorsuch Scarisbrick Publishers, 340 p.
- Lamarre, Alain, & Morier, Jocelyn (1989). *Le loisir... avec intérêts ! Guide de conception de programmes récréatifs en établissement de santé*, Loisirs-Conseils Cogip, 141 p.
- Lalive d'Épinay, Christian (1991). *Vieillir ou la vie à inventer*, Paris : L'Harmattan, 303 p.
- LaPan, Benoît en collaboration avec l'équipe des récréologues de Vigî Santé (1988). *Un cahier opérationnel pour un service d'animation-loisirs*, Montréal : Édition Vigî Santé, 346 p.
- Légaré, Judith, Demers, Andrée, et al. (1993). *L'évaluation sociale : savoirs, éthique, méthodes*, Actes du 59^e Congrès de l'ACSALF, Montréal : Éditions du Méridien, 372 p.
- Leisure information service to the bureau of education for the Handicapped (1976). *A system model for developing a leisure education program for handicapped children and youth (K-12)*, Oregon : Hawkins & Associates Inc., 438 p.
- Levy, Joseph (1979). « Motivation for leisure », in *Leisure : a psychological approach*, Los Alamitos, CA : Hwong Publishing Co., 357 p.
- Lundegren, Herberta M., & Farrell, Patricia (1985). *Evaluation for leisure service managers ; a dynamic approach*, Pennsylvania : CBS College Publishing, 281 p.
- Lux, André (1995). « Le vieillissement », dans Fernand Dumont et al., *Traité de problèmes sociaux*, Québec : Institut québécois de recherche sur la culture, p. 47-61.

- McGovern, John (1992). *The ADA self-evaluation; a handbook for compliance with the americans with disabilities act, by parks and recreation agencies*, Illinois : National Recreation and Parks Association; Resource Development Division, 150 p.
- Ministère de la Santé et des Services sociaux (1990). *Une réforme axée sur le citoyen*, Québec : Gouvernement du Québec.
- Ministère de la Santé et des Services sociaux (1992). *Loi sur les Services de santé et les Services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives*, L.R.Q. c. S-4.2 des lois de 1991, Québec : Gouvernement du Québec.
- Ministère de la Santé et des Services sociaux (1995, novembre). *Pistes de solutions pour améliorer la réponse aux besoins des personnes âgées en perte d'autonomie*, Gouvernement du Québec, Direction de la Recherche et de l'Évaluation, 18 p.
- Ministère de l'Éducation (1988, janvier). *Évaluation de programme ; cadre de référence*, Québec : Gouvernement du Québec, 23 p.
- Ministère des Affaires municipales, Responsable du Loisir, du Sport et du Plein air (1997). *Loisir et sport, pour un partenariat renouvelé ; cadre d'intervention gouvernementale en matière de loisir et de sport*, Gouvernement du Québec, 28 p.
- Morier, Jocelyn (1995). *Étude exploratoire des éléments d'appréciations de la qualité d'un service de loisir en établissement de santé au Québec*, Rapport de recherche de maîtrise, Trois-Rivières : Université du Québec à Trois-Rivières, 170 p.
- Organisation des Nations Unies (1948). *Déclaration universelle des droits de l'homme*.
- Ouellet, Hector, & Roy, Jacques. (1995). « L'accessibilité aux services sociaux », dans Fernand Dumont *et al*, *Traité de problèmes sociaux*, Québec : Institut québécois de recherche sur la culture, p. 867-887.
- Ouellet, Gaétan (1993, automne). *Loisir et comportement humain*, SLO6001, Recueils de textes nos 1-2-3, Université du Québec à Trois-Rivières.
- Paillat, Paul, *et al*. (1989). *Passages de la vie active à la retraite*, Paris : Presses universitaires de France, 267 p.
- Penner, Louis A. (1987). *Social psychology ; concepts and applications*, Saint-Paul : West publishing Co., 699 p.
- Peterson, Carol Ann (1976). *A system approach to therapeutic recreation program planning*, Illinois : Stipes Publishing Company, 69 p.

- Poirier, Hélène (1996). « La multidisciplinarité... un ingrédient important du concept « Milieu de vie » » dans Fédération québécoise du loisir en institution. *Le loisir en établissement de santé pour la création d'un milieu de vie animé*, Actes du Symposium, Québec, p. 31-33.
- Pronovost, Gilles (1983). *Temps, Culture et Société ; essai sur le processus de formation du loisir et des sciences du loisir dans les sociétés occidentales*, Sillery : Presses de l'Université du Québec, 333 p.
- Pronovost, Gilles (1993). *Loisir et société : traité de sociologie empirique*, Sillery : Presses de l'Université du Québec, 347 p.
- Pronovost, Gilles (1995). « Problèmes de participation aux ressources culturelles », dans Fernand Dumont *et al.*, *Traité de problèmes sociaux*, Québec : Institut québécois de recherche sur la culture, p. 889-906.
- Riley, Bob, *et al.* (1987). *Evaluation of therapeutic recreation through quality assurance*, PA : Venture Publishing Inc., 103 p.
- Rizzardo, René (1992, novembre). « La décentralisation au cœur des politiques culturelles », dans Actes du Colloque Décentralisation, régionalisation et action culturelle municipale, Chaire de Gestion des Arts, Hautes Études Commerciales, p. 352.
- Rokeach, Milton (1967). *The value survey*, CA : The Halgren Press.
- Roy, Jacques, Saillant, Francine, & Vézina, Aline (1994). *Priorités de recherche en soutien à domicile. Bilan des consultations en CLSC*, Rapport de recherche, Centre de recherche sur les services communautaires, Université Laval.
- Saillant, Francine (1998). *Soin familial, lien social et altérité : pour une petite histoire des soins familiaux*, dans « Familles-intervenants, une histoire à réinventer », Les cahiers des Journées de formation annuelle du Sanatorium Bégin, Lac Etchemin : Les Journées de formation annuelle du Sanatorium Bégin, vol. 17, p. 15-35.
- Saint-Arnaud, Yvan (1974). *La personne humaine*, Montréal : Les Éditions de l'Homme.
- Samson, Julie (1998). *Les grandes pathologie associées au vieillissement : mieux comprendre... pour mieux expliquer*, « Familles-intervenants, une histoire à réinventer », Les cahiers des Journées de formation annuelle du Sanatorium Bégin, Lac Etchemin : Les Journées de formation annuelle du Sanatorium Bégin, vol. 17, p. 97-119.
- Soubrier, Robert (1988). *Planification, aménagement et loisir*, Sillery : Presses de l'Université du Québec, 461 p.

- St-Onge, Marc (1998). *Modèle de plan d'intervention individualisé en loisir dans le domaine de la santé mentale*, Mémoire de maîtrise, Trois-Rivières : Université du Québec à Trois-Rivières.
- Statistique Canada (1992). *Statistiques démographiques annuelles, 1991*.
- Statistique Canada (1998). *Rapport sur l'état de la population du Canada, 1997 ; la conjoncture démographique ; effets de l'entourage des personnes âgées sur leurs conditions socio-économiques*, Statistique Canada.
- Statistique Canada (1998). *Statistiques démographiques annuelles 1997*, Statistique Canada.
- Stufflebeam, Daniel L., & Shinkfield, Anthony J. (1985). *Systematic evaluation ; a self-instructional guide to theory and practice*, Boston : Kluwer-Nijhoff Publishing, 347 p.
- Teaff, Joseph D (1985). *Leisure services with the elderly*, Illinois : Times Mirror/Mosby College Publishing, 360 p.
- Tremblay, Georges (1991). *La méthode Impact*, Québec : Édition Georges Tremblay, 314 p.
- Vachon, Bernard (1993). *Le développement local ; réintroduire l'humain dans la logique de développement*, Boucherville : Gaëtan Morin Éditeur, 331 p.
- Van der Smissen, Betty (1972). *Méthode d'analyse et d'auto-évaluation pour des services publics de loisir et de parcs ; Guide contenant des normes et des critères d'évaluation*, Virginia: National Recreation and Parks Association, 109 p.

PÉRIODIQUES

- Boucher, Louise, & Schiele, Bernard (1987). « Notes pour une analyse de la compétence communicationnelle de l'exposition scientifique » *Loisir et Société*, vol. 10, n° 1, p. 45-68
- Crandall, Rick (1980). « Motivations for leisure ». *Journal of Leisure research*, 12, p. 45-54.
- D'Amours, Max (1989). « La gestion déléguée des services récréatifs et culturels », *Loisir et Société*, vol. 12, no. 1, p. 87-105.
- Delisle, Marc-André . « Les loisirs : de la préretraite au quatrième âge », *Loisir et Société*, vol. 15, n° 2, p. 607-641.

- Dumazedier, Jeoffre (1990). « Contribution des personnes âgées à la société du temps libre », *Gérontologie et société*, n° 55, p. 20-31.
- Fontaine, Laurent (1996). « Se loger quand on n'a plus 20 ans », *Revue Interface*, Spécial « Vieillesse », vol. 17, n° 3, p. 50-51.
- Iso-Ahola, Seppo E., & Allen, Jon R (1982). « The dynamics of leisure motivation : The effects of outcome on leisure needs », *Research Quarterly for exercise and sports*, vol. 53, n° 2, p. 141-149.
- Kabanoff, Boris (1985). « Two further validations of the task attributes method of describing leisure behaviour », *Australian Journal of Psychology*, 37, 1, p. 97-104.
- Kelly, John Robert « Leisure and aging ; a second agenda », *Loisir et Société*, vol. 1, n° 1, p. 145-167.
- Langer, Ellen, & Rodin, Judith (1976). « The effects of choice and enhanced personal responsibility for the aged : a field experiment in a institutional setting », *Journal of Personality and social psychology*. 34, p.191-198.
- Osgood, Nancy *et al.* (1984). « Psychological aspects of leisure : a life cycle developmental perspective », *Loisir et Société*, vol. 7, n° 1, p. 178.
- Ouellet, Gaétan (1984). « Aspects psychologiques de l'expérience de loisir », *Loisir et Société*, vol. 7, n° 1.
- Rodin, Judith, & Langer, Ellen (1977). « Long-term effects of control-relevant intervention with the institutionalized aged », *Journal of Personality and social psychology*. 35, p. 897-902.
- Rossam, Robert T., & Edginton, Christopher R. (1989). « Managing leisure programs : Toward a theoretical model », *Loisir et Société*, vol. 12, n° 1, p. 157-170.
- Theobald, William (1987). « Historical antecedents of evaluation in leisure programs and services », *Journal of Park and Recreation Administration*, vol. 5, n° 4.

Appendice A
Grille d'analyse

GRILLE D'ANALYSE

I. PHILOSOPHIE ET OBJECTIFS

Norme 1. La philosophie

La philosophie du service de loisirs doit exister sous forme écrite.

- 1.1 elle doit expliquer la valeur des loisirs pour le résident ;
- 1.2 elle doit indiquer le rôle précis dans l'établissement.

Norme 2. Les objectifs globaux

Des objectifs sous forme écrite doivent définir les services que l'organisme des loisirs se propose de fournir aux résidents. Elle comporte :

- 2.1 l'indication des principaux domaines d'intervention ;
- 2.2 la définition de la clientèle visée ;
- 2.3 une distinction des objectifs à long et à court terme ;
- 2.4 une définition des modes de participation des intervenants à la formulation, l'établissement et la révision des objectifs ;
- 2.5 une évaluation annuelle des objectifs à court terme - évaluation annuelle des objectifs à long terme pendant cinq ans et ultérieurement tous les cinq ans ;
- 2.6 une formulation d'objectifs réalistes, fonction des ressources existantes et du potentiel de la communauté ;
- 2.7 la communication auprès des intervenants touchés par différents médias à la disposition du service.

II. ADMINISTRATION

Norme 3. La structure d'organisation

Le service de loisirs doit avoir une structure d'organisation qui reflète sa raison d'être, son mode d'opération par rapport à ses ressources, et ses rapports communautaires. Elle comporte :

- 3.1 la présence d'un document légal stipulant la source du mandat et des pouvoirs, les politiques et procédures du service ;

- 3.2 la présence d'un administrateur en chef, chargé du fonctionnement global de l'organisme, selon les politiques et procédures écrites ;
- 3.3 les mécanisme de communication avec les supérieurs visant la familiarisation, les responsabilités distinctes et renseignements sur le fonctionnement du service ;
- 3.4 une distinction entre les politiques générales, règles opérationnelles et mesures administratives ; directives sur l'établissement et l'administration de chacune ;
- 3.5 la présence de comités favorisant le développement de la consultation, l'éducation au loisir et le développement de ressources ;
- 3.6 la présence d'un processus de consultation continu de chacun des résidants (plan individualisé, consultation annuelle, diffusion des goûts et intérêts des résidants).

Norme 4. Le guide administratif

Tout organisme doit disposer d'un guide administratif comprenant :

- 4.1 un organigramme de fonctionnement ;
- 4.2 les politiques générales, règles opérationnelles et mesures administratives qui ont trait au programme ;
- 4.3 un résumé des lois et règlements qui gouvernent le fonctionnement du service.

Norme 5. La planification communautaire coopérative

Des procédures administratives doivent garantir des rapports de travail avec d'autres organismes communautaires.

- 5.1 liens de collaboration avec les organismes communautaires du milieu.
- 5.2 Développer l'ouverture du centre sur la communauté favorisant sa participation et les échanges de services (école, municipalité, organismes communautaires, etc.).

Norme 6. L'administration financière

Le financement du service doit répondre aux critères suivants

- 6.1 assurer la disposition d'un budget annuel adéquat ;
- 6.2 la ventilation du budget en fonction des besoins de la communauté, de la réalisation des programmes, des coûts par élément de programmes ;
- 6.3 un contrôle budgétaire ;
- 6.4 une politique de dons et legs ;
- 6.5 une politique de gestion de perception de cotisations et de frais d'admission et d'inscription ;
- 6.6 un plan de financement à long terme ;

- 6.7 Elle doit favoriser l'utilisation d'un minimum des ressources humaines, financières, environnementales et matérielles ;
- 6.8 Elle doit assurer la mise place d'activités ou de moyens d'autofinancement (fondation don *in memoriam*, campagne de souscription, tirage, bazar, etc.).

Norme 7. Communications avec le public

Un programme bien établi de relations publiques doit contribuer à familiariser le public avec les loisirs et plus particulièrement avec les objectifs du service de loisirs.

- 7.1 par la présentation de rapports de fonctionnement aux intervenants et à la communauté ;
- 7.2 par l'utilisation des médias d'information disponibles pour rejoindre le public visé ;
- 7.3 par la diffusion à l'ensemble des personnes concernées des orientations afin de s'assurer d'un premier niveau de collaboration spontanée.

Norme 8. Les données statistiques

Le service doit tenir à jour des dossiers de données statistiques qui faciliteront la planification, l'interprétation et l'évaluation de la programmation en loisirs.

- 8.1 le dossier doit contenir des renseignements appropriés sur le vécu loisir des participants au service comportant :
 - la proportion de la communauté touchée par le service ;
 - le nombre de participants enregistrés ;
 - les caractéristiques personnelles des participants ;
 - les effets de programmes sur les participants ;
- 8.2 des dossiers contenant des renseignements sur le personnel, les programmes, les budgets.

III. LES PROGRAMMES

Norme 9. Les objectifs spécifiques

On doit avoir une déclaration des objectifs spécifiques pour chaque programme selon la philosophie et les objectifs globaux du service de loisirs.

- 9.1 par la présence sous forme écrite et en termes spécifiques des éléments de la programmation, des mécanismes de révision de objectifs, des mécanismes de participation de la communauté à la définition des objectifs.

Norme 10. Les genres de participation possibles

Le programme doit prévoir une surveillance très générale de certains services spéciaux et de certaines activités qui demandent une animation directe.

- 10.1 par la mise à la disposition d'espaces, installations, équipement aux individus, en vue d'une simple surveillance ou d'une animation directe, encourageant une éventuelle indépendance d'opération.

Norme 11. Les exigences variées des participants

Le programme doit contenir des structures qui tiennent compte des exigences variées des participants.

- 11.1 en fonction de trois sortes d'activités : implication individuelle, de petit groupes, de grands groupes ;
- 11.2 en fonction de types d'activités : activité physique vigoureuse, concentration intellectuelle, participation comme spectateur ;
- 11.3 en fonction de formes variées de participation ; clubs, ligues, classes, ateliers.

Norme 12. La planification communautaire globale

Les services et éléments du programme doivent faire partie intégrante du programme global en loisirs de la communauté.

- 12.1 par la présence d'une étude communautaire recouvrant les mouvements démographiques, les changements économiques et sociaux, et mise à jour régulière ;
- 12.2 par la présence d'un inventaire des services communautaire disponibles dans la communauté ;
- 12.3 par la présence d'un index des besoins ;
- 12.4 par la formulation d'un projet de programmation à long terme, appuyé d'un plan d'opérationnalisation ;
- 12.5 par un mécanisme d'observation étudiant le recoupement possible avec certains organismes communautaires ;
- 12.6 par l'identification des services communautaires à la disposition ;
- 12.7 par l'emploi d'une variété de techniques de programmation ;
- 12.8 par l'utilisation de données statistiques dans l'élaboration de la programmation.

Norme 13. L'éducation au loisir

On doit inaugurer un programme compréhensif et permanent d'éducation au loisir.

- 13.1 par la formulation d'un programme :
- tenant compte des personnes de tout âge et des deux sexes ;
 - tenant compte de trois domaines du comportement humain : psychomoteur, affectif, cognitif ;
 - tenant compte des ressources matérielles disponibles.
 -

Norme 14. La sélection du contenu des programmes

On doit fonder la sélection du contenu des activités sur une bonne compréhension des besoins des individus.

- 14.1 en fonction d'une progression du degré de difficulté ;
- 14.2 en fonction des différences d'intérêts, de compétence (mentale, sociale, physique) et de l'expérience des participants ;
- 14.3 en fonction de la satisfaction des exigences fondamentale (physiques, émotives, sociales et intellectuelles de l'ensemble des individus ;
- 14.4 en fonction des caractéristiques socio-économiques particulières.

Norme 15. La participation

On doit prévoir la participation de personnes intéressées à tous les niveaux du programme.

- 15.1 par la présence d'une forme de participation des résidents à la planification de la programmation ;
- à la direction des activités, à la formulation de politiques à titre de consultation.

IV. PERSONNEL**Norme 16. Le personnel du service de loisirs**

Le service de loisirs doit s'assurer d'un personnel et d'une structure professionnelles qui veillent à l'établissement et à la mise en vigueur de programmes

- 16.1 par la présence d'un professionnel compétent ;
- 16.2 par la présence d'une description et d'une analyse des tâches ;
- 16.3 par la présence de politiques écrites, qui doivent régler la gestion du personnel spécialisé et non spécialisé ;

- 16.4 par la présence de services de soutien adéquats rémunérés ou bénévoles ;
- 16.5 par un programme de recrutement, d'orientation, de formation et de supervision.

V. ESPACES, INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENT

Norme 17. La gestion des espaces et installations

Le service de loisirs doit faire fonctionner un programme systématique et efficace de gestion des espaces et installations

- 17.1 par la présence d'une étude sur les besoins et l'emploi des espaces disponibles, afin d'en assurer l'utilisation optimale ;
- 17.2 par la présence d'un programme d'entretien annuel ;
- 17.3 par la présence d'une planification qui permet de prioriser un minimum de ressources environnementales et matérielles.

VI. ÉVALUATION

Norme 18. L'évaluation générale

On doit se servir d'une variété d'instruments d'évaluation dans la mesure où ils conviennent aux conditions locales.

- 18.1 par l'utilisation d'une variété d'instruments d'évaluation, fonction des programmes ;
- 18.2 par la participation des intervenants à l'évaluation ;
- 18.3 par la définition et respect d'une cédule d'évaluation ;
- 18.4 par la présence de mécanismes d'analyse des règles opérationnelles et des mesures administratives ; pour en évaluer le rendement, la répartition du temps et des fonctions du personnel, de l'efficacité des horaires d'activités, les techniques d'animation utilisées ;
- 18.4 par la présence de mécanismes d'évaluation en vue de la planification et le développement de programmes.
